

UNIVERSITÉ DE LYON
FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE — N° 151

A LA RECHERCHE DES VIEUX VESTIGES...

NOTES D'HISTOIRE PHARMACEUTIQUE LYONNAISE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON
(SECTION DE PHARMACIE)

présentée et soutenue publiquement devant la Faculté de Médecine et de Pharmacie

Le 4 Juin 1930

PAR

JACQUES DANOS

NÉ A POISSY (S.-ET-O.), LE 1^{er} MARS 1903



TOURS

IMPRIMERIE RENÉ & PAUL DESLIS

6, RUE GAMBETTA, 6

—
1930



Digitized by the Internet Archive
in 2026 -

https://archive.org/details/IA41553621_0039

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE — N° 151

A LA RECHERCHE DES VIEUX VESTIGES...

NOTES D'HISTOIRE PHARMACEUTIQUE LYONNAISE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

(SECTION DE PHARMACIE)

présentée et soutenue publiquement devant la Faculté de Médecine et de Pharmacie

Le 4 Juin 1930

PAR

JACQUES DANOS

NÉ A POISSY (S.-ET-O.), LE 1^{er} MARS 1903



TOURS

IMPRIMERIE RENÉ & PAUL DESLIS

6, RUE GAMBETTA, 6

—
1930



PERSONNEL DE LA FACULTÉ

Doyen honoraire	M. L. HUGOUNENQ.
Doyen	M. J. LEPINE.
Assesseur	M. ROLLET.

PROFESSEURS HONORAIRES

M. M. AUGAGNEUR, CAZENEUVE, ROQUE, LANNOIS

PROFESSEURS

Cliniques médicales	{ MM. PIC
Cliniques chirurgicales	{ PAVIOT
Clinique obstétricale et Accouchements	TIXIER
Clinique ophtalmologique	BERARD
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	VORON
Clinique neurologique et psychiatrique	ROLLET
Clinique des maladies des enfants	NICOLAS
Clinique des maladies des femmes	LEPINE (J.)
Clinique d'oto-rhino-laryngologie	MOURIQUAND
Clinique des maladies des voies urinaires	VILLARD
Clinique chirurgicale, infantile et orthopédie	COLLET
Physique biologique, Radiologie et Physiothérapie	ROCHET
Chimie biologique et médicale	NOVE-JOSSERAND
Chimie organique et Toxicologie	CLUZET
Matière médicale et Botanique	HUGOUNENQ
Parasitologie et Histoire naturelle médicale	MOREL
Anatomie	BRETIN
Histologie	GUIART
Physiologie	LATARJET
Pathologie interne	POLICARD
Pathologie et Thérapeutique générales	DOYON
Anatomie pathologique	FROMENT
Chirurgie opératoire	CADE
Médecine expérimentale et comparée et Bactériologie	FAYRE
Médecine légale	PATEL
Hygiène	ARLOING (F.)
Thérapeutique	ETIENNE MARTIN
Pharmacie	COURMONT (P.)
Hydrologie thérapeutique et Climatologie	SAVY
	LEULIER
	PIERY

PROFESSEURS TITULAIRES SANS CHAIRE

Chargé d'un cours de Pathologie externe	MM. VALLAS
— — Propédeutique de gynécologie	CONDAMIN
— — Chimie minérale	BARRAL
— — Urologie	GAYET

CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES

Anatomie topographique	MM. THEVENOT (Léon)
Puériculture et hygiène de la première enfance	RHENTER
Chirurgie expérimentale	TAVERNIER
Applications du radium	NOGIER
Stomalogie	TELLIER

AGRÉGÉS

MM.	MM.	MM.	MM.
GARIN	MAZEL	DUMAS	ROCHET (Ph.)
TRILLAT	SANTY	DUFOUR	WERTHEIMER
SARVONAT	DUNET	DEVIC	GATÉ
FLORENCE (G.)	CHALIER (André)	CABRIELLE	BERNHEIM
ROCHAIX	CHALIER (Joseph)	MANCEAU	DECHAUME
RHENTER	NOEL	MARTIN (Joseph)	POLLOSSON

M. BAYLE, Secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

M. M. LEULIER, *Président*; MOREL, *Assesseur*
M. M. BRETIN, *Professeur*, et MANCEAU, *Agrégé*.

La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A MON GRAND-PÈRE,

LÉONCE AUBERT

PHARMACIEN DE 1^{re} CLASSE
LAURÉAT DE LA SOCIÉTÉ DE PHARMACIE DE PARIS
[PRIX DE THÈSE 1874]

*qui fut aussi mon Père,
Symbole de toute ma famille,*

JE DÉDIE CE TRAVAIL, DONT SON AFFECTION SE RÉJOUIRA COMME CELLE
D'UN PÈRE DES PREMIERS PAS DE SON ENFANT.

A MON ONCLE,

PAUL MÉTADIER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
DOCTEUR EN PHARMACIE
PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES DOCTEURS EN PHARMACIE

*qui le premier m'engagea dans la voie pharma-
ceutique et me permit de la parcourir,*

EN GAGE D'AFFECTION ET DE RECONNAISSANCE DÉVOUÉES.

A MON FILS,

PIERRE DANOS

dont nous fêtons le deuxième anniversaire.

AU PRÉSIDENT DE MON JURY DE THÈSE,
MONSIEUR LE PROFESSEUR A. LEULIER
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
PROFESSEUR DE PHARMACIE
A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET PHARMACIE DE LYON

*qui pendant quatre années m'accueillit dans
son laboratoire, voulut bien me confier la charge
de Moniteur de Travaux Pratiques,*

EN TÉMOIGNAGE DE RECONNAISSANCE ET DE TRÈS RESPECTUEUSE AMITIÉ

A MES JUGES,

*qui furent aussi mes maîtres et dont je suis
heureux de conserver, avec les disciplines, le
souvenir vivace.*

A MES MAÎTRES,

*de la Faculté de Médecine et Pharmacie
de Lyon.*

A MES AMIS.

AVANT-PROPOS

Au moment de parachever notre dernier acte d'étudiant, il ne nous est pas possible de ne pas revivre par la pensée les cinq années qui se sont écoulées depuis le moment où laissant l'Armée, abandonnant les magnifiques et sublimes sensations — *sub limine perfectionis* — que procure le parcours de l'espace dans ses trois dimensions, nous sommes devenu stagiaire en pharmacie.

Ces cinq années seront toujours présentes à notre esprit par les souvenirs dont les ont marquées nos maîtres et nos amis, notre famille aussi.

Trois mois à peine après avoir franchi pour la première fois le seuil de la Faculté, M. le Professeur LEULIER voulut bien nous admettre dans son laboratoire : grâce à cet honneur qu'il nous fit, nous pûmes plus que d'autres profiter de son labeur scientifique constant, participer à son activité intellectuelle vaste et féconde. En nous faisant nommer dans la suite moniteur de Travaux Pratiques de Pharmacie, il nous permit de profiter plus complètement de son enseignement.

Toutes ces raisons ont fait naître en nous l'amitié la plus respectueuse. La nouvelle preuve de bienveillance qu'il nous donne en acceptant la présidence de notre jury de Thèse renforce encore ces sentiments.

M. le Professeur BRETIN nous a toujours témoigné sa grande bienveillance qui n'a d'égale que son érudition dans tous les domaines. Nous l'en remercions ici bien vivement.

Nous prions M. le Professeur MOREL qui s'est toujours intéressé à notre vie d'étudiant, d'accepter l'hommage de notre reconnaissance.

Que M. le Professeur MANCEAU veuille bien, lui aussi, trouver ici les remerciements que nous sommes heureux de lui devoir pour les leçons si pleines d'intérêt qu'il nous a données.

Nous ne voulons ici oublier M. le Docteur FOUILLOUZE, Pharmacien des Hôpitaux, chef de Travaux Pratiques de Pharmacie et dont nous fûmes deux années le collaborateur direct.

Enfin, nous tenons à assurer ici tous nos amis de l'Association des Étudiants en Pharmacie de Lyon de toute notre amitié et à les remercier des souvenirs que nous conservons de notre vie parmi eux.

INTRODUCTION

En étudiant les vieilles maisons et les vieux papiers, certains historiens de la petite histoire ont fait revivre à nos yeux amusés toute une série de silhouettes comiques, attendrissantes, héroïques, ou révoltantes de lâcheté ou de cruauté.

C'est ainsi que Lenôtre a fait de l'épopée révolutionnaire des tableaux saisissants qui fixent toute l'époque d'une façon plus vivante que les gros traités dont la lecture est trop longue pour notre époque de vitesse effrénée.

Sans vouloir faire œuvre complète, il nous a paru utile de nous pencher sur le passé pharmaceutique lyonnais, à travers les vieux documents laissés par les maîtres apothicaires des époques révolues. C'est une œuvre parfois difficile, mais toujours intéressante que de préciser l'évolution d'une profession poursuivant la conquête de privilèges dont elle doit ensuite assurer la défense.

La chance nous a été donnée d'avoir à notre disposition le registre des délibérations des apothicaires lyonnais depuis les premiers temps de leur communauté. Ce vieux manuscrit à la rédaction duquel ont contribué de nombreuses générations, renferme dans sa riche reliure en plein cuir, gravée d'abeilles et de fleurs de lys, tous les vivants détails

de la vie passée des apothicaires lyonnais. Il fut la source de la plus grande partie de nos documents (1).

Au surplus, il n'est pas inutile de voir d'où l'on est parti, ne serait-ce que pour s'assurer du chemin parcouru; le pilote ne conduit pas moins bien son bateau qui de temps à autre quitte ses compas pour regarder derrière lui, et s'assurer que son sillage est droit.

Nous voulons ici repérer les premiers jalons de la route tracée par Agnus BENOIT et Nicolas COQUET, premiers Jurés de la Confrérie des Apothicaires lyonnais.

Le travail est très vaste, mais il y a un commencement à tout. Que nos Maîtres veuillent bien agréer en hommage de respectueuse reconnaissance les premières notes que nous avons recueillies sur l'histoire de la Pharmacie Lyonnaise. Nous-même ou d'autres compléteront ce travail; ce sera l'agréable labeur de l'avenir, le délassement intellectuel préféré à l'heure où les soucis quotidiens laissent quelque répit.

Lyon 1928.

Tours 1930.

1. Nous eûmes aussi — et la photographie les mettra sous les yeux de nos lecteurs — les pièces officielles : lettres patentes, minutes des règlements, revêtues de leurs cachets lorsque le temps ou la malignité humaine ne les mutila pas trop.

RÈGLEMENT DE 1588

Les marchands apothicaires Lyonnais, jaloux de la culture nécessaire à l'exercice de leur profession, soucieux de la santé publique, mais aussi de leur avenir, considérant que leur métier était ouvert à tous puisqu'il n'était juré, présentèrent aux Consul et Échevins de Lyon, le 23 Juillet 1588, un projet de réglementation de l'état d'apothicaire.

Ils suivaient, en ce faisant, les traces de leurs confrères de Paris, Toulouse, Orléans, qui jouissaient déjà d'un règlement et avaient acquis le droit et privilège d'avoir des Jurés.

Le règlement qu'ils présentèrent à Pierre SCARRON, conseiller du Roi, Trésorier général de France au bureau des Finances de Lyon, Jehan PELLETIER, François BENOIST, Claude POCULA, Richard DE SERRAIN, Amable THIERRY et Michel DEPURE, Consul et Échevins de Lyon, fut d'ailleurs calqué sur celui de Paris.

Mais plus de vingt personnes à la fois — c'était à peu près le nombre des principaux marchands apothicaires Lyonnais — ne pouvaient discuter avec les pouvoirs publics : il était normal qu'ils délégassent à cette fin deux ou trois d'entre eux.

Avec la permission des Sénéchal et gens tenant le siège présidial de Lyon, les apothicaires Lyonnais s'assemblèrent le 18 août 1588.

Ceux-ci furent les véritables fondateurs, non pas comme

le dit VIDAL (1) de l'actuelle Société de Pharmacie de Lyon, mais plutôt du Syndicat des Pharmaciens Lyonnais. Ils posaient les premières bases de l'Ordre des Pharmaciens que l'on peut espérer prochain. Leur nom est à retenir, car si leur œuvre fut différente de celle des PARMENTIER, GASSICOURT, BALARD, etc... elle ne fut pas moins importante.

Ce furent les honorables hommes, personnellement établis et constitués : Joseph BARET, Philibert DU VERGIER, Alexandre VANINY, Marc CHARLIN, Jehan EYMARD, Martin PRÉVOST, Michel DE SAINT-POL, Jehan MASSE, Jacques CALLIER, Joachim SOTAN, François PANNELON, Gilles CHASTILLON, Guillaume LA GRIUE, Jean VIBAUD, Jean-Baptiste VIAN, Sébastien GEORGES, Claude COLLIN, Anthoine DONDEYNE, Marc DE NOYELLES, Anthoine COLLIN, Nicolas BOUCHIER et Guillaume NESME.

« De leur bon gré, pure, franche et libérale volonté », tant en leur nom qu'en celui de leurs successeurs, ils nommèrent, Nicolas VERDAN, Jehan BUGNIET, Mathieu CHEVRIER, tous les trois Maîtres apothicaires, leurs procureurs généraux et spéciaux, leur donnant pleins pouvoirs d'agir en leur lieu et place, d'ester en justice, défendre leurs droits et présenter leurs requêtes, tant devant les Consul et Échevins de Lyon, qu'en la Cour du Parlement de Paris. Ils leur garantissaient par ailleurs le remboursement de tous les frais qu'ils auraient à engager pour le bien de la communauté, par hypothèque sur leurs biens meubles et immeubles, présents et à venir.

Cette procuration fut reçue par MOLLA, notaire royal, Jean D'AMBORNAY et Jehan VACQUET étant témoins.

Le premier souci des procureurs était de faire aboutir la

1. S. VIDAL, « Notice sur la pharmacie à Lyon, à partir du ^{xvi}e siècle », in *Bulletin de Pharmacie de Lyon*, 1891-1892.

requête présentée le mois précédent pour obtenir un règlement.

Huit articles avaient été élaborés. Le premier portait les conditions auxquelles les apothicaires seraient tenus pour maîtres : exercer depuis un an au moins, prêter serment devant les Consul et Échevins, bien faire et fidèlement servir les drogues et compositions, s'inscrire sur les registres des actes consulaires.

L'inspection des Pharmacies était organisée en même temps : deux inspecteurs devraient visiter deux fois par an les apothicaires. Ils devaient être choisis par les échevins sur une liste de six maîtres, élus par les apothicaires.

Le recrutement était fait suivant les prescriptions des deuxième, troisième, quatrième et cinquième articles. Les apprentis devaient être instruits en lettres : la fleur des humanités entraînait dans le droguier ; puisse-t-elle n'en jamais sortir ! Par ailleurs étaient fixés le temps d'apprentissage et les examens. Les « définitifs » de l'époque, comportaient quatre examens et l'exécution de chefs-d'œuvre. Ils étaient accompagnés de droits à payer sous la forme d'une aumône en faveur de « l'Hôtel-Dieu », « à cause de la réception, ce qu'il leur plaira, selon leurs moyens et dévotion ».

Les fils des Maîtres apothicaires jouissaient d'un traitement de faveur : deux définitifs seulement et pas de chefs-d'œuvre (6^e article).

Les veuves pouvaient tenir leur officine ouverte pendant leur viduité, n'en conservant que l'administration ; la gérance était confiée à un serviteur trouvé capable par un examen subi devant les maîtres (7^e article).

Enfin, le 8^e article fixait la situation des apothicaires vis-à-vis des marchands, ciergiers en particulier, pour interdire à tous la vente de drogues ou compositions pharmaceu-

tiques. Cette interdiction devait être faite « à son de trompe et cri public ».

PROJET DE RÈGLEMENT ET ACTES S'Y RAPPORTANT

Du Samedi, vingt-troisième jour de Juillet mil cinq cent huitante huit à l'Hôtel commun de la ville de Lyon, y étant.

Nobles hommes M. Pierre SCARRON, Conseiller du Roi, Trésorier Général de France au bureau des Finances de Lyon, Jehan PELLETIER, François BENOIST, seigneur de la CHASSAIGNE, Claude POCULA, Richard de SERRAIN, conseiller du Roi et visiteur de ses gabelles à sel audit Lyon, Amable THIERRY et Michel DEPURE, Consul et Échevins de la dite ville.

Sur les remontrances qui leur ont été faites par les principaux apothicaires que sous prétexte que la ville n'est jurée comme Paris et autres bonnes villes de ce royaume, plusieurs compagnons ignorant le dit art se sont jusqu'ici impurément ingérés de lever boutique d'apothicaire au grand préjudice de la santé publique, les dits échevins ayant mis en considération de quelle importance est l'état d'apothicairerie pour la santé des corps humains et que à faute d'un bon règlement de police sont advenus et adviennent journellement plusieurs inconvénients, désirant y pourvoir à l'avenir, après avoir appelé en leur consulat les plus experts et apparents apothicaires de la ville, ils ont par leur avis et sous le bon plaisir du roi, dressé le règlement qui s'ensuit, lequel ils supplient humblement Sa Majesté vouloir homologuer.

Et pour parvenir audit règlement disent en premier lieu qu'il est très raisonnable que les apothicaires qui ont boutique ouverte de longtemps même avant un an et non depuis, soient tenus réputés pour bons et suffisants apothicaires et à ces fins est très requis et nécessaire qu'ils se réputent par devant les sieurs échevins assemblés en l'hôtel de ville pour se faire certifier suffisants et capables de tenir boutique et exercer le dit état en cette ville, prêter le serment comme font les autres métiers de la dite ville qui sont jurés et s'inscrire ès actes et registres consulaires pour après se réputer en Justice et là pareillement si la certification faite par le consulat prêter le serment requis

et nécessaire ensemblement et pour que... seulement de bien et fidèlement dispenser leurs drogues et compositions, lesquelles compositions seront vues et visitées deux fois l'année comme il est de coutume faire aux bonnes villes jurées de France par les deux maîtres apothicaires qui seront à ces fins élus et choisis chaque an par le Consulat après la nomination d'eux préalablement faite par la pluralité des six plus capables et suffisants d'entre eux pour d'iceux six en élire par le Consulat deux tels que bon lui semblera.

ET QUE CHACUN DES DITS MAITRES ne se pourra charger que d'un ou de deux apprentis qui soient instruits aux lettres afin que par cy-après ayant fait leur apprentissage durant le temps de trois ou quatre ans, ils puissent être certifiés tant par personnes maîtres que autres suffisants et qu'aucun inconvénient n'advienne d'ignorance et lequel apprenti sera tenu de payer un écu ou deux testons selon ses moyens à l'entrée de son apprentissage pour la boutique de l'hôpital.

NE POURRONT LES DITS APPRENTIS absenter le temps de leur apprentissage ni moins servir aux maîtres sans l'express vouloir et consentement de leurs maîtres sur peine d'être déchus d'être reçu serviteurs ni maîtres en la dite ville de Lyon et d'amende arbitraire applicable à la dite boutique de l'Hôtel-Dieu et ne pourront aussi les maîtres apothicaires prendre ni recevoir à leur service aucuns serviteurs ou apprentis qui aient demeuré en cette ville sans s'être au préalable informés s'ils auraient eu congé de leurs premiers maîtres et s'ils sont contents d'eux, sur peine aux dits maîtres qui les recevront d'une amende de six écus et autre arbitraire aussi applicable à la dite boutique de l'Hôtel-Dieu.

NE SERONT LES SERVITEURS reçus maîtres audit état qu'ils n'aient fait leur apprentissage en la dite ville de Lyon ou en autre ville ou le dit état soit juré, et apporté leur obligation et quittance de leurs maîtres et d'avoir encore outre leur apprentissage servi les maîtres en la dite ville de Lyon pour le moins deux ans, et certificat de leurs maîtres de leur prudence et expérience et pour être reçus aux états de maîtrise seront tenus de se présenter par devant les deux maîtres nommés et élus par le Consulat de la dite ville, lesquels maîtres assembleront les autres

apothicaires ou la plupart d'iceux au bureau de l'Hôtel-Dieu par devant lesquels les serviteurs souffriront examen pour quatre divers jours et feront chefs-d'œuvres tels que leur seront baillés par les maitres pour après leur rapport et certificat de leur capacité être reçus à tenir boutique en la dite ville et inscrits es-papiers registres consulaires au nombre des apothicaires d'icelle et prêter le serment tant au consulat qu'en justice en tel cas requis et ayant prêté lequel serment seront tenus aumôner pour une fois au bureau de la boutique de l'Hôtel-Dieu à cause de la dite réception ce qu'il leur plaira selon leurs moyens et dévotion sans faire aucuns autres faits extraordinaires suivant l'ordonnance.

LES DITS SERVITEURS qui seront repris à leurs boutiques seront tenus, l'année de leur réception, d'accompagner leur courrier apothicaire pour visiter une ou deux fois la semaine les dispensations, compositions et drogues de la boutique de l'Hôtel-Dieu et qui se mettent es-œuvre et sont employées pour la santé des malades et de faire rapport aux deux maitres de la qualité qu'ils les trouveront.

LES FILS DES MAITRES qui auront servi dans la boutique de leur père ne seront tenus faire aucun chef d'œuvre, ni apprentissage ni même servir autres maitres durant le temps susdit, comme les autres serviteurs si bon ne leur semble, ainsi seront tenus seulement souffrir examen deux diverses fois par devant les Maitres.

LES VEUVES DES DITS APOTHICAIRES pourront tenir leur boutique ouverte pendant leur viduité seulement, et ayant pour l'administration d'icelle un serviteur approuvé suffisant pour l'examen qu'il souffrira par devant la communauté des maitres apothicaires ou de la plus grande partie d'iceux.

LES DITS APOTHICAIRES ne pourront faire ni même vendre en leur ville et faubourgs d'icelle : cierges, chandelles, flambeaux ou torches a gist, ni aussi les ciergiers qui en font profession publique, sinon de cire pure sans y mêler la poix résine ou chose semblable, sur peine au contrevenant après que défense et signification de la présente leur aura été faite à son de trompe et cri public, de confiscation de leur ouvrage de cire, et de dix écus d'amende, le tout applicable à la boutique de l'Hôtel-Dieu.

SERONT FAITES très expresses défenses à toutes personnes tant à la ville que faubourgs d'icelle, autres que les apothicaires qui exercent l'art de pharmacie, de faire tenir ni même vendre compositions simples et autres, concernant l'art de pharmacie à peine, après la publication faite, de confiscation de la marchandise et de dix écus d'amende pour la dite boutique de l'Hotel Dieu. Ainsi signé Du TRONCY.

Ces huit articles paraîtraient bien piètres à une quelconque des modernes sociétés qui élaborent des volumes entiers de statuts. Ils contenaient cependant le principal.

Le Procureur du Roi devait peu les modifier : il donna un avis très favorable en les transmettant au Sénéchal.

Le Procureur du Roy qui a lu les actes concernant le règlement de l'art de pharmacie et apothicairerie dressés sur l'avis des sieurs Consul et Echevins de notre ville, pour être autorisés par le Roi et approuvés en justice comme il appert par acte consulaire du samedi vingt troisième Juillet mil cinq cent huitante huit.

Remontre pareillement sous le bon plaisir du Roy et sous l'autorité de la justice que l'intention des consuls échevins est grandement favorable en ce que étant fondée sur le pouvoir qu'ils ont eu de tous temps pour aviser à ce qui touche la santé et bonification de leur ville « *In eo concedunt ut certi de probitate morum et peritia artes* » de ceux qui traitent la médecine « *Eligant ipsi quibus se liberos que suos in aegritudine corporum committant* » comme dit ULPYEN en la loi 1^{re} du décret « *ab ordi. facien.* » et entre les parties de la médecine, la pharmacie étant des principales comme celles qui ministre au corps les médicaments nécessaires à la guérison et les applique à l'intérieur et au dedans de la personne, ce n'est pas sans cause qu'ils ont désiré pourvoir d'autant plus spécialement à icelle partie.

Etant donc requises de ceux qui font la dite pharmacie et sont apothicaires, principalement ces deux parties, savoir la probité des mœurs et l'expérience méritoirement d'être commencé qu'ils soient certifiés et approuvés en cette qualité et pour

l'exercice continuel en leur charge, fassent le serment en tel cas requis et coutumier en la justice et puis soient inscrits et leur nom enregistré ès actes de la maison de ville, ce qui est raisonnable; comme aussi que les drogues, compositions, dispensations de ceux qui tiennent boutique soient visibles par les jurés qui auront été élus et choisis et ce, deux fois l'année; mais à ce le dit Procureur du Roy requiert être ajouté que les Maitres jurés à l'instant de leur visitation rapporteront en justice les procès-verbaux de leur visitation pour être procédé au châtiement de ceux qui se trouveront avoir mal versé et abusé en leurs charges.

Le deuxième et le troisième des articles sont raisonnables et en pareil cas pratiqués en autres arts, professions jurées. Sur le quatrième article sera ajouté que aux examens les docteurs médecins seront appelés pour y assister et être présents deux de leurs compagnons si bon leur semble.

Le cinquième est plus que raisonnable, que ceux qui paravant étaient serviteurs et qui ont été reçus maitres et à lever boutique l'année de leur réception accompagnent le courrier pour visiter les dispensations et drogues de la boutique de l'Hotel Dieu.

Sur le sixième article il est expédient de préfixer aux fils des Maitres apothicaires, certain temps comme de trois ou quatre années pendant lesquelles ils auront servi leur père sans discontinuation afin que sous le nom de fils de Maitres, ils n'abusent de l'assiduité et continuation requises qui sont mère de l'expérience.

Au septième l'examen sera déterminé comme ci-dessus a été dit.

Le huitième et dernier ont apparence de raison en conséquence des choses dessus auxquels sera adjoint par spécial que défenses sont faites à toutes personnes du dit art de vendre aucune drogue simple ou mixtionnée qui soit vénéneuse ni icelle délivrer à autres que à gents qui leur soient connues en prudhommie et qui en leur art nécessairement se servent de telles drogues et qu'ils n'en abusent à peine de punition corporelle; de quoi ils feront le serment par spécial avec ce que dessus est dit. Ainsi signé BULLIoud.

Il ajoutait toutefois que les inspections seraient suivies d'un procès-verbal remis à la justice. Les médecins d'autre part feraient partie du jury d'examen. Il restreignait aussi les privilèges accordés aux fils des Maîtres apothicaires pour leur accession à la maîtrise, leur imposant trois ou quatre années de présence continuelle auprès de leur père « afin que sous le nom de fils de maître, ils n'abusent de l'assiduité et continuation requises, qui sont mère de l'expérience ». Il réglementait enfin la vente des toxiques, à propos desquels le projet était muet : la sanction d'une vente illicite devait être la punition corporelle.

Ces modifications apportées, le Sénéchal de Lyon, Guillaume de Gadagne, se contenta de donner plus de clarté au projet — en le divisant en vingt articles. Le temps d'apprentissage est fixé à quatre ans sauf pour les fils de maîtres, pour qui il est réduit à trois ans. La punition corporelle, proposée par le Procureur, est maintenue.

RÈGLEMENT

Guillaume de Gadagne, Baron de Verdun, Seigneur de Saint-Victor, Bulmont et Bothéon, Chevalier de l'Ordre du Roy, Capitaine de cinquante hommes d'armes de ses Ordonnances, Sénéchal de Lyon. A tous ceux qui ces présentes verront, Sçavoir faisons que sur la requête et remontrance faites par les principaux Maîtres apothicaires de la ville de Lyon, contenant les articles sur lesquels ils demandaient être réglés en leur art pour l'importance d'icelui, et d'autant que le dit métier n'était juré en la présente ville le tout suivant l'acte consulaire du vingt troisième janvier mil cinq cent quatre vingt huit, par lequel les dits articles sous le bon plaisir du Roy, ouy sur ce les Avocats et Procureur du Roy, auxquels de notre Ordonnance les dits articles ont été communiqués, et tout considéré, IL EST DIT, que par provision, sous le bon plaisir de sa Majesté, ou de nos Seigneurs de la Cour de Parlement, et jusques à ce qu'autrement

soit ordonné, lesdits articles contenant règlements du dit Art d'Apothicaire et Pharmacie, seront entretenus selon leur forme et teneur.

*
* *

Et ce faisant est ordonné, que tous les Apothicaires, qui tiennent à présent boutique dans la ville de Lyon, et l'ont tenu un an et passé, seront tenus pour suffisants et capables : à ces fins se présenteront au prochain Consulat, pour être certifiés tels, et enregistrés, et faire tel et semblable serment que font au dit Consulat les autres Métiers de la dite ville, qui sont jurés.

Rapporteront par après la dite certification en justice, pour être enregistré, et faire le serment de bien et dûment exercer leur dit état, et de bien et dûment disposer leurs drogues et compositions.

Lesquelles compositions seront vues et visitées deux fois l'année, à jour et heure non prévus par les maîtres du dit Art, qui seront députés par les dits sieurs du Consulat sur la nomination qui leur en aura été faite par le Collège et compagnie du dit État, de dix des plus capables pour faire la dite visitation, et serment par les dits Députés fait en justice, de bien et dûment faire la dite visitation, et loyal rapport des fautes qu'ils y auront trouvées, pour y être pourvu ainsi qu'il appartiendra.

Visiteront pareillement les dits Députés à jours et heures non prévus, et appelés avec eux gens à ce experts et connaissant du dit État d'Apothicaire, s'il est requis et trouvé que faire se doive, les drogues et compositions de chacun apothicaire, et en feront rapport, qu'ils seront tenus rapporter et représenter en justice, pour être procédé à la coërtion des fautes, si aucune s'en trouve, ainsi qu'il écherra.

Les Maîtres ne se pourront charger que d'un ou deux apprentis qui seront instruits aux premières lettres.

Auparavant de venir à l'État de Maître, seront tenus de continuer leur apprentissage par le temps et espace de quatre ans.

Sera tenu le dit apprenti entrant en apprentissage payer demi écu à la boutique du Grand Hôpital pour le bénéfice des pauvres et dont sera tenu registre.

Ne pourront les dits apprentis absenter le service de leur Maître durant leur temps, ni moins entrer au service d'autre Maître, si ce n'est du vouloir et consentement exprès du Maître qui les a reçu au dit apprentissage, sur peine d'être déchu de pouvoir par après être reçus Maîtres du dit Art en la présente ville, d'amende arbitraire, et autres peines portées par les Ordonnances.

Ne pourront pour le semblable les Maîtres prendre et recevoir à leur service d'autres, sans être dûment informés du congé qu'ils auront eu de leurs Maîtres, et s'ils sont contents de leur service, sur peine de dix écus d'amende applicable à la boutique de l'Hôtel-Dieu.

Ne seront aucun reçu à la Maîtrise du dit Art qu'ils ne fassent apparaître d'avoir fait leur apprentissage en la ville de Lyon, ou autre ville où le dit Art et État soit juré, et rapportent quittance et certification d'avoir servi par le dit temps de quatre ans ou à tout le moins de trois ans, ensemble preuve et attestation de leur prudence, légalité et expérience, et outre ce, servi deux ans en la dite ville de Lyon.

Et pour être reçus seront tenus se représenter par devant les Maîtres jurés, et Députés par le dit Consulat, et en la présence des Maîtres du dit Art seront ouïs et examinés par quatre divers jours au Bureau du dit Hôtel-Dieu, en présence de deux Docteurs en Médecine, et après sur le rapport qui en sera fait par les dits jurés, s'ils sont trouvés capables, seront reçus après avoir fait chef d'œuvre, ou renvoyés à d'autre temps ainsi qu'il appartiendra.

Ce fait seront inscrits aux papiers et registres du dit Consulat et du Greffe de la Sénéchaussée, en faisant le serment accoutumé et requis.

Aumôneront au jour de leur réception à la Boutique du dit Hôtel-Dieu deux écus sols, sans qu'ils soient tenus à aucun autre frais extraordinaire.

Les dits serviteurs qui auront été reçus à la Maîtrise de l'État, l'année première seront tenus accompagner leur courrier Apothicaire pour visiter une ou deux fois la semaine les dispensations, compositions et drogues de la dite Boutique de l'Hôtel-Dieu, et qui se mettent en œuvre et sont employées pour le recouvrement de la santé des malades, et feront rapport aux deux Maîtres de la qualité qu'ils les auront trouvés.

Les fils des Maîtres qui auront servi en la boutique de leurs pères par trois ans sans discontinuation, ne seront tenus à aucun chef d'œuvre, ni apprentissage, ni de servir autres Maîtres comme les autres serviteurs si bon ne leur semble : ainsi seront tenus souffrir l'examen comme dessus par deux diverses séances tant seulement.

Les veuves des dits Apothicaires pourront tenir leur boutique ouverte, et exercer le dit État pendant leur viduité tant seulement, y ayant pendant leur administration un serviteur suffisant et approuvé qui souffrira l'examen suivant et à la forme de ceux qui passent Maîtres.

Les Apothicaires ne pourront faire, ni moins vendre en la Ville et faubourgs cierges, chandelles, flambeaux ou torches à gist, ni aussi les ciergiers qui en font profession publique, sinon de cire pure, sans y mettre de la poix, parafine ou chose semblable, sur peine aux contrevenants après la publication des présentes, de confiscation de leurs ouvrages, de la cire, et de dix écus d'amende, le tout applicable à la Boutique de l'Hôtel-Dieu.

Sont faites défenses à toutes personnes habitant tant de la ville que faubourgs, autres que aux dits Apothicaires immatriculés, d'exercer l'Art de Pharmacie, faire tenir ou vendre compositions, emplâtres, et autres choses concernant le dit Art d'Apothicaire, à peine de confiscation de leurs marchandises, et de dix écus d'amende applicables comme dessus à l'Hôtel-Dieu.

Sont faites défenses à toutes personnes du dit Art de Pharmacie, de vendre aucune drogues simples ou mixtionnées qui soient vénéneuses, ni icelles délivrer à autres qu'à gens qui seront par eux bien connus en prud'homme et légalité, et qui pour raison de leur Art sont astreints à se servir nécessairement des dites drogues et compositions, à peine d'être en leurs privés des inconvénients qui en pourraient survenir, et de punition corporelle.

Et seront les susdits articles enregistrés au Greffe de notre Cour, et publiés à son de trompe et cri public par tous les lieux de cette ville de Lyon et faubourgs d'icelle auxquels on a de coutume faire proclamations, à ce qu'aucun puisse prétendre cause d'ignorance. Fait à Lyon en la Chambre du Conseil par nous Nicolas DELANGES, Président, Jean ROLIN lieutenant particulier Assesseur Criminel, Jean du BURIN, Jean VANDEL, George GROLLIER, Louis de ROCHEFORT, Pierre DEMONTCE-NIS et Nicolas REGNAUD, Conseillers et Magistrats en la Sénéchaussée et Siège Présidial du dit Lyon, séants le vingt sixième jour du mois d'Août mil cinq cent quatre vingt et huit. Signé : CROPPET.

Registré, oui sur ce le Procureur Général du Roy, à la charge des oppositions si aucune y a. A Paris en Parlement, le vingt deuxième jour de décembre l'an mil cinq cent quatre vingt huit. Signé : DU TILLIET.

Le 26 Août 1588 le règlement définitif était prêt.

Par lettres patentes, données à Blois au mois de Novembre suivant, Henri III l'acceptait et le confirmait.

LETTRES PATENTES D'HENRI III

Henry par la grâce de Dieu Roy de France et de Pologne, à tous présents et à venir, Salut. Nos Chers et bien Aimés les principaux Maîtres Apothicaires de notre bonne Ville de Lyon nous ont fait entendre que sur les remontrances par eux faites en l'Assemblée du Consulat de la dite ville de Lyon, tendant aux fins

d'être réglés en leur Art pour l'importance d'icelui, d'autant qu'il y a plusieurs compagnons ignorant le dit Art, lesquels se seraient impunément jusqu'ici ingérés d'y lever boutique d'Apothicaire, sous prétexte que la ville n'est jurée comme Paris et autres villes de ce royaume, au grand préjudice de la santé publique, et qu'à faute de bon règlement et police sont advenus et adviennent journellement plusieurs inconvénients. Ce que considéré par les dits Consul et autres de la ville de Lyon désirant y pourvoir à l'avenir, après avoir appelé en leur Consulat notre Procureur en la dite Sénéchaussée de Lyon, avec les plus experts et apparents Apothicaires de la dite ville, auraient d'un commun accord et consentement dressé le règlement ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie lequel ils nous ont très humblement supplié et requis pour le bien, profit et commodité de ladite ville, de le vouloir homologuer et approuver, SAVOIR FAISONS que nous désirons maintenir et conserver les habitants de la dite ville en ce qui sera requis et nécessaire pour leur santé et de leur donner moyen de pourvoir au dit État d'Apothicaire de personnes capables et expérimentées en icelui, après avoir fait voir l'acte de l'assemblée faite par les dits Consul et Échevins de Lyon et consentement de notre Procureur en icelui : Avons suivant icelui de nos grâces spéciales, pleine puissance et autorité royale permis, octroyé et accordé, permettons, octroyons et accordons aux dits Maîtres Jurés et autres Apothicaires de notre dite ville de Lyon qu'ils puissent et leur soit loisible suivant leurs statuts et ordonnances ci-attachées, comme dit est de recevoir au dit État personnes capables, versées et expérimentées au dit Art d'Apothicaire, et desquels la science et suffisance connues et approuvées, et lesquels à cette fin seront examinés sur les points concernant l'exercice du dit Art, sans qu'à l'avenir il leur soit aucunement permis d'admettre aucune personne en la dite Maîtrise qu'il n'ait fait et accompli le temps de son apprentissage ainsi que le contiennent les dits statuts, ordonnances et articles ci-attachés sous le contre-scel de notre Chancellerie, lesquels à cette fin et tout le contenu en iceux avons loué, ratifié et approuvé, louons, ratifions et approuvons par les présentes par lesquelles donnons en mandement à notre Cour de Parlement de Paris, Sénéchal du dit Lyon ou son Lieutenant, que le contenu des

dits articles et en ces dites présentes ils fassent lire, enregistrer, publier, jouir et user les dits Maîtres du dit métier d'Apothicaire au dit Lyon, sans permettre leur être fait, mis ou donné aucun trouble et empêchement au contraire. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes, sauf en autres choses, notre droit et l'autrui en toutes. Donné à Blois au mois de Novembre, l'an de grâce mil cinq cent quatre vingt huit, et de notre règne le quinzième. Par le Roy à votre Relation. Signé PAULMIER.

Il fut enregistré à la Cour du Parlement de Paris le deux Décembre.

EXTRAIT DES REGISTRES DE PARLEMENT

Vues par la Cour les Lettres Patentes du Roy données à Blois au mois de Novembre dernier, signées par le Roy à notre Relation PAULMIER, par lesquelles le dit Seigneur permet et octroie aux Maîtres Jurés et autres Apothicaires de la ville de Lyon qu'ils puissent et leur soit loisible suivant leurs Statuts et Ordonnances attachées aux dites lettres sous le contre scel, de recevoir au dit État personnes capables, versées et expérimentées en l'Art d'Apothicaire et desquelles la science et expérience sera connue et approuvée, et lesquelles à cette fin seront examinées sur les points concernant l'exercice du dit État, et outre qu'il est contenu dans les dites lettres et statuts : mande à la dite Cour les faire enregistrer en icelle, la requête présentée par les Consuls, manants et habitants de la Ville de Lyon, afin de vérifier par la dite Cour les dites Lettres et Statuts, les conclusions sur ce du Procureur Général du Roy, après en avoir eu communication et tout considéré, la dite Cour a ordonné et ordonne que les dites Lettres et Statuts seront enregistrés en icelle, ouï sur ce le Procureur Général du Roy, sans préjudice des oppositions si aucune y a. Fait en Parlement le vingt deuxième jour de décembre, l'an mil cinq cent quatre vingt huit. Signé : DU TILLIET.

Ce règlement entra définitivement en vigueur le 28 Juin 1589, moins d'un an après la requête initiale, par l'inscription des Maîtres sur les registres consulaires de Lyon.

MONSIEUR,

M. le Sénéchal de Lyon ou M. son lieutenant supplie humblement les maîtres apothicaires de la ville de Lyon, comme ils aient obtenu lettres patentes confirmatives de sentences et réglemens donnés en la présente cour, qui ont été vérifiées et registrées en la Cour du Parlement comme il appert par lesdites lettres et arrêts y attachés.

Considéré et vu icelles, ils vous plaise ordonner les dites lettres être registrées au greffe de la dite Cour pour y avoir recours quand requis sera ; si ferez bien soit montré au Procureur du Roy. Fait au Conseil les dix-huit mars mil cinq cent huictante neuf.

Le Procureur du Roy n'empêche les dites lettres être enregistrées es-actes registrés dudit siège pour jouir par les supplians des bénéfices et fruits d'icelle aux charges et modifications portées par l'arrêt de la Cour. Ainsi signé BULLIoud. Et à côté droit est écrit : soit fait comme il est requis. Fait le dix-sept Mars mil cinq cent huictante neuf : Signé : AUSTREIN.

Du mercredi 28 juin, l'an mil cinq cent huictante neuf après midi en l'hôtel commun de la ville de Lyon y étant.

Jacques d'AVÈGNE, Conseiller du roi et Trésorier Général de France au bureau des Finances de Lyon, Nicolas de CHAPPONNAY seigneur de l'Isle, François PLATEL, seigneur et baron de VAULX, Claude POCULA, Louis PROST, Michel DEPURE, Janetto ALEGUI, Jehan YVERNOGEAU dit de THOULOUSE, Anthoine CHARRIER et Anthoine TESTE, Consul et Échevins de la ville. Sur la requête verbale des apothicaires de la dite ville tendant aux fins qu'il plut aux dits sieurs d'ordonner l'enregistrement des actes consulaires d'icelle et par conséquent, l'observation pour l'avenir des lettres patentes qu'au mois de Novembre dernier ils ont obtenues, par lesquelles il leur est permis et octroyé de ne recevoir en état sinon personnes capables, versées et expérimentées en icelui et desquelles la science, expérience sera connue et approuvée suivant le règlement qu'auparavant en avait été fait entre eux, approuvé par le Consulat et attaché es-lettres vérifiées en la Cour de Parlement et Sénéchaussée de Lyon et que en suivant les réglemens des noms et surnoms des Apothicaires de la ville qui sont

capables d'y tenir boutique et exercer le dit état soient enregistrés et inscrits ès-dits actes consulaires. A été ordonné que sans être autrement approuvées ces lettres, elles seront enregistrées ès-actes consulaires de la ville de Lyon, noms et surnoms des Apothicaires jugés capables inscrits en iceux registres. Desquels apothicaires, les noms s'ensuivent :

Premièrement :

Jean BUGNIET	Guillaume ROUSSET
Joachim SOTAN	Simon BOURGEOIS
Jacques FERRIER	Jacques CHARLIN
Marc CHARLIN	Alexandre VANINY
Jean EYMARD	Michel DE ST POL
Joseph BARROT	Pierre BOUTET
Jehan MASSÉ	Philibert DUVERGIER
Nicolas VERDAN	Anthoine DONDAYNE
Mathieu CHEVRIER	Bastien GEORGE
Jacques CALLIER	Marc DE NOYELLES
Gille CHASTILLON	Claude COLIN
Jehan BYSSALLARD	Nicolas BOUCHER
Guillaume LA GRIUE	Anthoine COLIN
François PANELLON	Raphael MARTELANCHÉ
Baptiste VIAN	Guillaume NESME
Claude TAMISIER	Noel PALLERON

Ainsi signé : DU TRONCY

Il est à remarquer que dans son travail sur la Pharmacie lyonnaise, VIDAL (1), prétend que ce règlement ne fut sanctionné qu'en Décembre, par lettres patentes d'Henri IV.

Nous n'avons rien trouvé qui puisse justifier cette opinion. Au contraire, l'étude du règlement de 1596, comme aussi celle des règlements ultérieurs en démontre l'inexactitude.

1. VIDAL, *op. cit.*

RÈGLEMENT DE 1596

Les documents établissant l'élaboration du règlement de 1596 ne sont pas, comme pour le précédent, tous rassemblés dans le registre des délibérations des Apothicaires de Lyon. Ce registre, en effet, ne porte pas trace des événements passés entre Décembre 1594 et Août 1602.

L'existence de ce règlement est cependant démontrée par les remarques faites le 31 Décembre 1696 par le Sénéchal de Lyon au projet présenté par les Apothicaires, par les lettres patentes accordées par Henri IV en 1609, ces dernières confirmées par Louis XIII en 1622. En 1660, Louis XIV devait rappeler exactement ce règlement dans des lettres patentes qui se retrouveront au cours de cette étude.

Le texte complet du règlement se trouve dans un opuscule paru à Lyon en 1649, édité par Jean JULLIERON, imprimeur ordinaire du Roi, et ayant pour titre : « *Statuts, Règlements, Ordonnances et Privilèges des Marchands Maistres Apothicaires de la ville de Lyon. Ensemble les confirmations des Roys Très chrestiens Henri III, Henri IV, Louis XIII et Louis XIV à présent régnant.* »

Les Apothicaires de Lyon ayant donc demandé l'homologation du projet qu'ils avaient présenté aux Consul et Échevins, ceux-ci font quelques remarques :

Les Sénéchal et Gens tenant le Siège Présidial à Lyon. A tous ceux qui ces présentes verront, Savoir faisons que vus par nous

les articles présentés par les Maîtres Jurés et Communauté des Apothicaires de cette ville de Lyon et réquisitionnés faites qu'ils fussent par nous homologués, les conclusions du Procureur du Roy, le tout considéré, nous avons ordonné et ordonnons que les dits Articles de Règlement seront homologués, à la charge qu'au premier article demandent au préalable la permission de Justice; et au cinquième les mots de la clause y apposée, que les Maîtres Jurés de nouveau élus ne pourront se dire Jurés qu'ils n'aient remboursé ceux qui en sortiront, sera passée et ajoutée au dit article, le compte des frais faits par les dits anciens Maîtres Jurés, étant au préalable clos et assigné par la dite Communauté ou ceux qui à ce faire seront par elle députés. Au douzième que les degrés de parenté sont entendus jusqu'aux cousins seconds ou issus de germains inclusivement, et non outre. Au treizième, que du chef d'œuvre spécifié en icelui, sera délaissé le quart à la boutique de l'Hôtel-Dieu, et le surplus demeurera à ceux qui ont fait le dit chef d'œuvre, sans que les dits Maîtres Jurés y puissent rien prétendre. Le quatorzième article sera rayé, et au seizième ajouté, à la charge que pour la dite ouverture de boutique l'aspirant ne sera tenu faire aucune dépense. Au dix-neuvième, que la contrainte portée au dit article ne pourra être faite que par autorité de Justice. Au vingtième sera ajouté, que le dit Procureur assistera aux visites accoutumées être faites, pour rapporter en Justice les contraventions, et demander la saisie sur les contrevenants au profit de la dite boutique des pauvres. Au vingt-troisième article, seront rayés les mots y contenus, pour quelque affaire que ce soit. Le vingt-septième demeura rayé. Et au vingt-huitième que la taxe d'un sol y portée se prendra sur l'Apothicaire et non sur la partie. Auxquelles charges et conditions nous avons approuvé et approuvons les dits articles et Règlements. Ce faisant avons condamné et condamnons les dits Maîtres Jurés et Apothicaires de cette dite Ville d'iceux garder et observer selon leur forme et teneur, et n'y contrevenir aux peines portées par le dit Règlement. Lesquels articles nous avons ordonné être registrés aux registres du Greffe, pour y avoir recours s'il y échoit. Signé : VANDEL, AUSTREIN, DUPRÉ DE BOURG, BROQUIN DECHABANES, LANGLOIS, REGNAUD. Prononcé à Maître Pierre BÉGULE Procureur.

reur des dits Maîtres Jurés et communauté des dits apothicaires, ce dernier Décembre mil cinq cent quatre-vingt seize.

Une fois les corrections demandées faites, il restait le texte suivant :

RÈGLEMENT DE 1596

I

Premièrement qu'il se fera assemblée une fois chaque année au Bureau des dits Apothicaires le quinzième de Décembre, pour élire et choisir deux Jurés.

II

Auxquels Jurés sera donné tout pouvoir et puissance de taxer parties, voir et visiter drogues et compositions, faire les poursuites contre tous ceux qui voudront contrevenir au règlement; ne pourront toutefois transiger ni accorder d'aucune chose que ce soit sans l'avis de la plus grande et saine partie du corps des dits Apothicaires et consentement d'icelui.

III

Et pour marque et honneur de la dite Maîtrise auront les dits deux Maîtres Jurés deux voix chacun aux assemblées qui se feront pour délibérer, conclure et aviser de leurs affaires, et les autres Maîtres une voix tant seulement.

IV

Seront tenus les dits Jurés fournir tous les frais qu'il conviendra faire, et les avancer pour la manutention et observation des dits Règlements.

V

Seront aussi tenus les deux Maîtres Jurés chacune année payer et rembourser ce qui sera dû aux deux anciens qui sortiront de

charge icelle année; et la même forme et manière de procéder de là en avant se continuera à l'endroit des Maîtres Jurés qui entreront et sortiront de telles charges. Ne se pourront dire Maîtres Jurés les deux nouveaux élus qu'ils n'aient remboursé ceux qui en sortiront.

Lesquels deux Maîtres Jurés qui auront remboursé les deux anciens et qui sortiront de charge, seront remboursés également de ce qu'ils auront fourni et payé, et ce par la Communauté, dans trois mois après qu'ils seront entrés en ladite charge de Maîtrise Jurée.

VI

Seront pareillement tenus tous les Maîtres Apothicaires convoqués par les dits Jurés, se trouver à l'heure qui leur sera préfixée aux assemblées qui se feront concernant leurs affaires; autrement s'il s'en trouve dix avec les Jurés ce qu'ils auront résolu et délibéré sera autant valable que si tous y eussent assisté.

VII

Et pour la préséance, seront les deux Jurés assis à la table, qui pour cet effet sera érigée sans qu'aucun des dits autres Maîtres non Jurés puissent être assis avec eux pendant et durant leur assemblée, mais demeureront assis sur les bancs chacun à son ordre, comme il sera porté par le tableau, et sans que nul puisse prévaloir de la place de l'autre, ni moins parler et opiner que chacun à son rang.

VIII

Nul ne sera à ces fins reçu pour Maître Juré qu'il n'ait tenu boutique pendant le temps de dix ans.

IX

Ne seront aucun reçu à la Maîtrise du dit Art d'Apothicaire, qu'ils ne fassent apparaître d'avoir fait leur apprentissage en la ville de Lyon, ou autre ville où le dit Art et État soit Juré, et

qu'ils n'aient rapporté quittance et attestation du temps qu'ils auront servi qui sera de quatre ans, à savoir deux ans en cette ville de Lyon, et les deux autres en l'une des villes Jurées de ce Royaume, et de leur dit service rapportant attestation, comme aussi preuve de leur prudence, expérience, vie, mœurs et Religion Catholique.

X

Lesquels voulant être pourvus au dit État et Office d'Apothicaire, ayant préalablement satisfait à ce que dessus, leur sera donné et préfixé temps et jour pour être ouïs et examinés : pour assistance duquel examen seront tenus de payer à chacun des deux Jurés, et à tous les autres Maîtres et assistants ce que l'on a observé et accoutumé de toute ancienneté, tant pour leur examen que réception.

XI

Et sera l'examen fait par les derniers Maîtres tenant boutique selon leur ordre et rang, lequel se fera pendant quatre mois, à chacun mois un examen, qui est le temps pour faire les quatre examens, et lesquels seront tenus souffrir et subir ceux qui aspireront à la dite Maîtrise.

XII

Aucun des parents ni alliés de ceux qui désireront parvenir au dit État, soit Médecins, Pharmaciens ou Chirurgiens, ne pourront assister à leur examen, ni à leur chef d'œuvre, pour obvier aux brigues qui s'en pourraient ensuivre.

XIII

Lesquels chefs d'œuvre leur seront nommés, déclarés et spécifiés par les deux Jurés, et iceux étant faits et parachevés, en sera baillé le quart aux deux Jurés, et un quart à la boutique de l'Hôtel Dieu, et le reste demeurera à ceux qui auront fait le dit chef d'œuvre. Pour ce fait être les voix des assistants recueillies par les dits deux Jurés, aux fins d'être par eux jugé de leur capacité ou incapacité, avant que procéder à leur réception.

XIV

Ceux qui conduiront et qui présenteront les aspirants au dit État d'Apothicaire, ne pourront assister lorsque l'on opinera pour leur réception.

XV

Et étant les dits aspirants reçus, paieront pour leur réception la somme de dix écus pour aider à subvenir aux frais de la Communauté des dits Apothicaire, et deux écus applicables à la boutique de l'Hôtel-Dieu, qui seront payés avant que leurs lettres de réception leur soient baillées et expédiées.

XVI

Et ne sera permis aux dits aspirants d'ouvrir boutique à la première fois, qu'ils n'aient entièrement satisfait à ce que dessus, ni moins pourront ouvrir icelle qu'en présence des deux Jurés assistés des Maîtres qui voudront s'y trouver.

XVII

Et étant iceux reçus, seront tenus faire ce qui leur sera ordonné et commandé par les Jurés, jusques à ce qu'autres aient été reçus, qui entreront et feront les mêmes charges concernant les affaires de leur Communauté.

XVIII

A été arrêté que de toutes assemblées qui se feront regardant le dit État, il se fera et rédigera un acte par les dits Jurés, qui sera inséré dans le gros Livre, avec la proposition et narrative de l'affaire qui aura été proposé pour s'en servir selon les occurrences.

XIX

Où il adviendra qu'aucun d'eux ait rapporté ce qui aura été conclu et délibéré en leur assemblée, le fait étant connu, sera

contraint payer et aumôner pour la première fois la somme de dix écus, applicables à la boutique de l'Hôtel-Dieu ; et pour la seconde fois privé du bénéfice du dit présent Règlement de Maîtrise sans que l'on procède à la taxe d'aucunes des parties qui lui seront dues, ni choses semblables.

XX

Pour le paiement desquels droits, poursuites, peines et soumissions sera tenu le Procureur qui sera élu pour la Communauté, ou la boutique de l'Hôtel-Dieu, faire les poursuites, et iceux convertir au bénéfice de la boutique de l'Hôtel-Dieu, auquel sera donné tout pouvoir d'iceux exiger et recouvrer, à la charge d'être payé et remboursé des frais par lui fournis et avancés au recouvrement des dits droits.

XXI

Les veuves pourront prendre à leur service tels serviteurs que bon leur semblera, fors et excepté que les dites veuves et serviteurs faisant leurs dispensations seront tenus d'appeler les deux Jurés tels qu'ils aviseront pour voir leurs dites dispensations, ou commettront les dits Jurés deux du Corps du dit État tels que bon leur semblera.

XXII

Aux assemblées qui se feront ne sè commettra ni proférera aucun blasphème, courroux ou parole injurieuse l'un à l'encontre de l'autre, mais se porteront tout honneur, respect et amitié, et ce à peine de trois écus un tiers contre les contrevenants, qui seront employés à la dite boutique de l'Hôtel-Dieu.

XXIII

Ne sera loisible à aucun d'entre eux recevoir serviteur à leur service, qu'au préalable il ne soit dûment informé quel Maître il aura servi dans cette dite Ville, et ne le prendra à son dit service sans l'avis et consentement du dit Maître qu'il aura précé-

demment servi, icelui Maître le retienne à son service, pour quelque affaire que ce soit : sera tenu en ce cas payer la somme de dix écus pour la première fois, qui seront employés au profit de la boutique de l'Hôtel-Dieu; et pour la seconde fois sera privé du bénéfice du présent Règlement et Compagnie du Corps du dit État.

XXIV

Aumôneront les apprentis qui entreront au service des dits Maîtres un écu pour la boutique de l'Hôtel-Dieu, qu'ils payeront au Procureur de la dite boutique, et duquel écu, par faute du dit paiement, les Maîtres demeureront responsables.

XXV

Les dits Maîtres ne pourront vendre ni débiter aucun médicament solutifs, comme Électuaires, Confections, Sirops laxatifs, Cotignac laxative, et autres semblables en détail à personne de la ville, de quelque condition qu'ils soient, sans être premièrement dissous pour être baillés par eux en potion à l'accoutumée, et ce pour obvier aux abus et inconvénients qui-en surviennent ordinairement, à peine de dix écus contre les contrevenants, applicables comme dessus. Et là où il se trouverait qu'il y eut quelques uns qui contreviennent au dit article, et qui ne voulut signer, le dit article ne cessera d'être mis en effet, et payera la peine portée par icelui.

XXVI

Payeront un chacun des dits Maîtres pour subvenir aux frais faits et à faire pour la Communauté, tous les mois la somme de dix sols, et commenceront icelle somme de payer au premier jour de juin prochain, et continueront de mois en mois jusqu'à ce que la dite Communauté soit entièrement acquittée des dites dettes, et se fera la dite réception par les Jurés qui en passeront quittance.

XXVII

S'il advient qu'aucun des dits Maîtres soit condamné par aucun juge de perte des dites parties en conséquence de l'Ordon-

donnance des six mois, sera icelui tenu de déclarer à la Commu-
nauté, et en bailler le nom et surnom de ceux qui se feront aidés
de la dite ordonnance, pour obtenir sentence de condamnation
aux fins de ne les assister ni servir, soit en maladie ou autrement,
qu'au préalable ils n'aient satisfait l'intéressé. Le tout aux mêmes
peines que dessus.

XXVIII

Ne sera permis à aucun des dits Maîtres taxer aucune partie
en quelque façon et manière que ce soit, ainsi seront tenus ren-
voyer icelles aux Maîtres Jurés, pour laquelle taxe paieront un
sol pour écu aux dits Maîtres, et c'est pour subvenir aux affaires
du dit État.

XXIX

Ne sont compris au présent Règlement les fils des Maîtres du
dit État de cette Ville, qui souffriront un examen et un chef
d'œuvre tant seulement, sans qu'ils soient tenus de bailler à
personne du dit chef d'œuvre.

XXX

Et là où aucun se rendra réfractaire de l'observation et entre-
tenement de ce présent Règlement et autres articles accordés par
sa dite Majesté, sera rayé et biffé de la matricule du Corps des
dits Maîtres Apothicaires, et privé du bénéfice d'icelui Règle-
ment; et ne pourra son nom être écrit au tableau, ni mis au nom-
bre des Maîtres Apothicaires, outre l'amende advenant au Roy.

XXXI

Et afin que ce présent Règlement soit par eux gardé de point
en point selon la forme et teneur, et que ce soit chose stable et
ferme à perpétuité, ont les dits Maîtres promis et juré icelui
observer et garder inviolablement, et n'y contrevenir directe-
ment ou indirectement en façon et manière que soit : et en témoi-

gnage de ce, ils ont signé de leurs seings manuels les dits articles contenus au présent Règlement, qui ont été accordés et arrêtés en l'assemblée des dits Maîtres faite à Lyon en leur Bureau.

Présenté alors au « Gens du Roy », c'est-à-dire, au Procureur, celui-ci conclut comme suit à la demande que ces règlements soient « publiés et émologués ».

Au premier article, semblerait raisonnable, pourvu que le lieu du Bureau soit désigné et l'autorité du Magistrat intervenue pour obvier à monopoles.

Au second, n'est pas la coutume de France de bailler pouvoir et autorité aux particuliers, sinon que les privilèges le portent, pour faire poursuites, parce que ce serait prendre qualité comme un Procureur Général.

Au troisième, pourvu que les jurés n'en abusent est raisonnable.

Au quatrième, est raisonnable.

Au cinquième, si les frais sont excessifs, n'est raisonnable de rembourser, sinon qu'au préalable le compte soit arrêté, et pour obvier aux abus, et si les nouveaux Jurés n'ont deniers, est raisonnable de leur bailler temps pour payer.

Au sixième, raisonnable, pourvu que la plus grande partie y consente, qui doit être limitée aux deux tiers.

Au septième, n'est empêché.

Au huitième, les dix ans seront comptés dès la réception, quoy que les troubles soient intervenus.

Au neuvième, raisonnable.

Au dixième, selon la coutume.

Au onzième, ainsi qu'il est porté par l'addition en l'article.

Au douzième, raisonnable.

Au treizième, est raisonnable.

Au quatorzième, raisonnable.

Au quinzième, selon la coutume.

Au seizième, accordé comme est porté par icelui en sa correction.

Au dix-septième, raisonnable pour le temps et espace de trois ans jusqu'à ce que d'autres aient été reçus.

Au dix-huitième, et dix-neuvième, est raisonnable.

Au vingtième raisonnable, à la charge qu'en cas de débat, se pourvoient en justice.

Au vingt-un, raisonnable, ainsi qu'il est corrigé.

Au vingt-deux, vingt-trois, et vingt-quatre, raisonnable.

Le vingt-cinquième, raisonnable, ainsi qu'il est couché.

Au vingt-six, raisonnable.

Au vingt-huitième, sera suivie la coutume et observance.

Au vingt-neuvième, raisonnable.

Au trentième et dernier, est raisonnable.

Signé : MELLIER.

et plus bas,

CROPPET.

La sanction suprême fut donnée par lettres patentes d'Henri IV en 1609.

LETTRES PATENTES D'HENRI IV

Henry par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre, à tous présents et à venir, salut. Nos Chers et bien Aimés les Maîtres Apothicaires de notre ville de Lyon, nous ont fait remontrer que les feux roys nos prédécesseurs, même le feu Roy Charles notre honoré sieur et frère, leur ayant ci-devant confirmé certains statuts faits entre eux pour retrancher les abus qui se pourraient commettre au fait de leur Art, aurait fait une Ordonnance en l'année mil cinq cent soixante douze, sur le fait et paiement de leur drogues et autres fournitures. Et en l'année quatre vingt huit de l'avis des Échevins de la dite ville, auraient été faits quelques Statuts concernant leur dit Art, pour les y régler; et même à eux octroyé plusieurs privilèges, franchises et exemptions, dont ils auraient toujours joui paisiblement. Et d'autres Statuts et Règlements faits en l'année quatre vingt seize, homologués en la Sénéchaussée du dit Lyon, et depuis confirmés avec toutes leurs autres Ordonnances et Privilèges par le Feu Roy notre très honoré Sieur et Frère, sur autre avis des Échevins de notre ville de Lyon : mais que pour leur bien commun, et faire cesser aussi les différends et procès qui naissent le plus souvent sur le fait de leurs fournitures, ils désireraient volontiers,

en leur confirmant et **approuvant** aussi tous leurs dits Statuts et Ordonnances, ainsi qu'ils nous en ont très **humblement** supplié et requis, qu'il nous plaise leur accorder de nouveau **le même** temps et délai qu'ont les Maîtres Apothicaires de notre ville de Paris, pour demander leurs dites fournitures et en jouir dorénavant comme eux, et de tous leurs dits Statuts, Règlements, Ordonnances et Privilèges, ainsi qu'ils en ont ci-devant bien et dûment fait et font encore de présent. **SAVOIR FAISONS** que nous désirons subvenir aux exposants, et ne les moins favorablement traiter en cet endroit que nos dits prédécesseurs ont fait; après que la dite ordonnance de l'année septante deux, et les Statuts et Règlements de l'année quatre vingt huit, et quatre vingt seize, avec un extrait de l'article cent vingt cinquième de la coutume de Paris attachés, ont été vus en notre Conseil; de l'avis d'icelui et à leur application, avons continués, confirmé et approuvé et de notre grâce spéciale, puissance et autorité Royale continuons, confirmons et approuvons par ces présentes tous et chacun les Statuts, Règlements, Ordonnances et Privilèges des dits Maîtres Apothicaires de Lyon, voulons et nous plaît qu'ils soient par eux et leurs successeurs dorénavant gardés et observés, et en jouissent (comme dit est) ainsi qu'ils ont ci-devant bien et dûment accordé, comme aux Maîtres Apothicaires de notre ville de Paris, et portés par la coutume du dit lieu, pour demander leurs dites fournitures, sans qu'ils puissent être sous prétexte quel qu'il soit aucunement troublés. Si donnons en mandement à nos Aimés et féaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, Sénéchal de Lyon ou son Lieutenant, et à tous nos autres Justiciers et Officiers qu'il appartiendra, que ces présentes nos Lettres de confirmation des dits Statuts, Ordonnances, Règlements, Privilèges et nouveau octroi de délai, ils fassent registrer, et de tout le contenu jouir et user les exposants et leurs dits successeurs pleinement et pareillement, faisant cesser tous troubles et empêchements qui leur pourraient être et seront à l'avenir donnés au contraire; car tel est notre plaisir, nonobstant que par les Lettres de confirmation de nos dits prédécesseurs il ne soit fait mention du délai et temps pour demander leurs dites fournitures, Ordonnances, Défenses, Lettres et choses à ce contraire, y dérogeant, et aux dérogations y contenues par ces

dites présentes, auxquelles et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel, sauf en autres choses notre droit et l'autrui en toutes. **Donné** à Paris au mois de Novembre l'an de grâce mil six cent neuf et de notre règle le vingt et unième. Par le Roy à votre Relation, ANGENOST.

Enfin ces statuts furent confirmés par Louis XIII par lettres patentes en date de Décembre 1622, données lors d'un voyage du Roi à Lyon, et enregistrés en la Cour du Parlement en Janvier 1623.

LETTRES PATENTES DE LOUIS XIII

Louis par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, à tous présents et à venir, Salut. Nos Chers et bien Aimés les Maîtres Apothicaires de notre ville de Lyon, nous ont fait remontrer que nos prédécesseurs Roys, même notre très honoré Seigneur et père le Roy dernier décédé, que absolve, leur ont ci-devant confirmé certaine Statuts et Règlements faits entre eux pour retrancher les abus qui se pourraient commettre au fait de leur Art; et ordonné que les dits Statuts, ensemble les Ordonnances faites pour le paiement de leurs drogues et autres fournitures, aux années mil cinq cent soixante douze, quatre vingt huit, et autres subséquentes, seront observées aussi qu'ils seront maintenus aux privilèges et exemptions à eux concédés par nos dits prédécesseurs, dont ils ont toujours joui paisiblement : et outre, que pour faire cesser les différends et procès qui naissent souventes fois sur le fait des fournitures de leurs dites drogues, ils auront même temps et délai pour demander leurs dites fournitures, qu'ont les Maîtres Apothicaires de notre ville de Paris, ainsi qué plus particulièrement est contenu par les Lettres de confirmation de notre dit Père du mois de Novembre mil six cent neuf; requérant humblement qu'il nous plaise user en leur endroit de la même grâce que leur ont fait nos dits prédécesseurs; et à cette fin leur octroyer nos Lettres nécessaires pour la confirmation des dits statuts, privilèges et délai. **SAVOIR FAISONS** que désirant maintenir les dits exposants aux dits statuts, privi-

lèges et délai, et après avoir fait voir en notre Conseil les dits statuts et privilèges, ensemble les Lettres de confirmation de notre dit Père du dit mois de Novembre mil six cent neuf, et autres pièces ci-attachées sous le contre-scel de notre Chancellerie, avons continué, confirmé et approuvé, et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité Royale continuons, confirmons et approuvons par ces présentes tous et chacun les Statuts et Règlements, Ordonnances et Privilèges des dits Maîtres Apothicaires de notre ville de Lyon ; voulons et nous plait qu'ils soient par eux et leurs successeurs dorénavant et à toujours gardés et observés, et en jouissant (comme dit est) ainsi qu'ils ont ci-devant bien et dûment joui, fait et font encore à présent, et même du temps et délai à eux accordé comme aux dits Maîtres Apothicaires de notre dite ville de Paris, et portés par la coutume du dit lieu pour demander leurs dites fournitures, sans qu'ils puissent être aucunement troublés sous quelque prétexte que ce soit. Si donnons en mandement à nos Aimés et Féaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, Sénéchal de Lyon ou son Lieutenant, et à tous autres nos Justiciers et Officiers qu'il appartiendra que ces présentes, nos lettres de Confirmation des dits Statuts, Ordonnances, Règlements, Privilèges et octroy de délai, ils fassent registrer, et de tout le contenu jouir et user les exposants et leurs dits successeurs, pleinement et paisiblement, faisant cesser tous troubles et empêchements qui leur pourraient être et seront à l'avenir donnés au contraire : CAR TEL EST NOTRE BON PLAISIR, nonobstant quelconques Ordonnances, Mandements, Défenses, Lettres et Choses à ce contraire y dérogeant, et aux dérogatoires y contenus par ces dites présentes auxquelles et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous l'avons fait mettre notre scel, sauf en autres choses notre droit, et l'autrui en toutes. Donné à Lyon au mois de Décembre l'an de grâce mil six cent vingt deux, et de notre règne le treizième. Par le Roy, ROUSSEAU.

EXTRAIT DES REGISTRES DE PARLEMENT

Vu par la Cour les Lettres Patentes données à Lyon au mois de Décembre mil six cent vingt deux, signées sur le repli par le

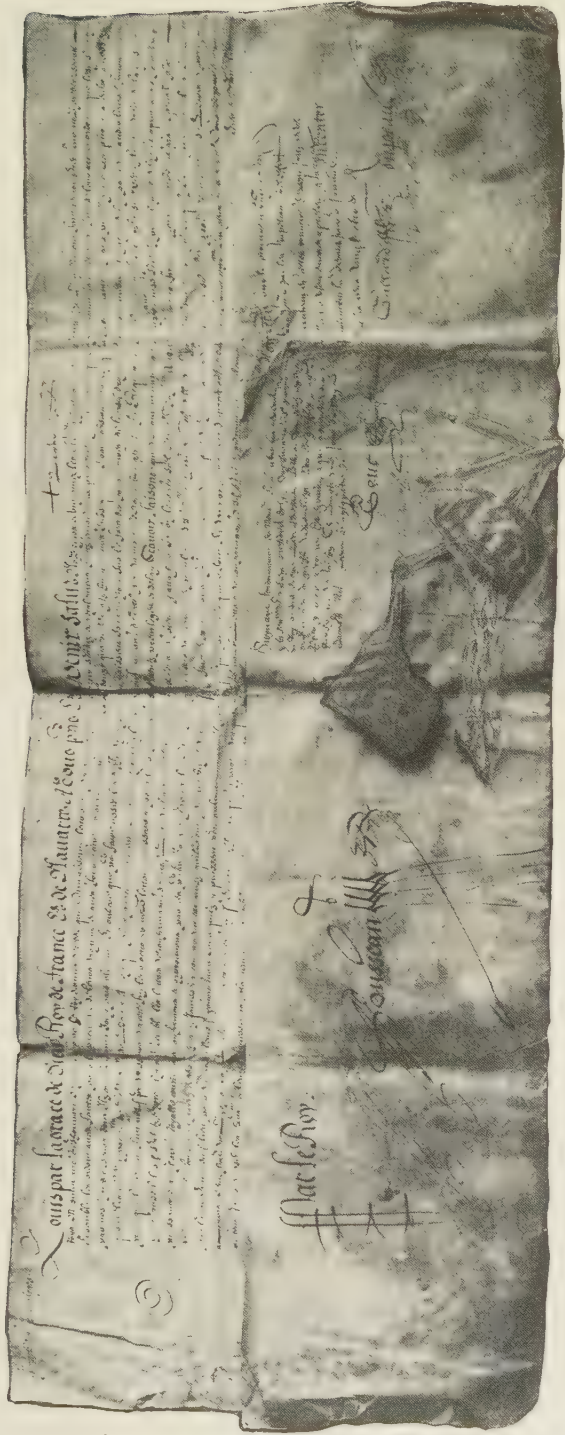


Planche I.

Fac-similé des Lettres Patentes données par Louis XIII en Décembre 1622. Le cachet scellant ces lettres a été brisé : les armes ont disparu ; il reste seulement le tour, encore attaché aux « lacs de soye »

Roy, ROUSSEAU, et scellées en laqs de soie du grand Sceau de cire verte, par lesquelles le dit Seigneur continue, confirme et approuve tous et chacun des Statuts, Règlements, Privilèges et Ordonnances des Maîtres Apothicaires de la ville de Lyon, voulant qu'ils soient par eux et leurs successeurs gardés et observés et en jouissent et usent comme ainsi qu'ils en ont bien et dûment joui et usé, jouissent et usent encore de présent, requête par les dits Maîtres Apothicaires présentée à la Cour le vingt-cinquième Janvier mil six cent vingt trois à fin de vérification des dites lettres, les dits Statuts, Articles et Ordonnances, autres Lettres de confirmation et approbation d'icelles vérifiées en la dite Cour, conclusions du Procureur général du Roy, et tout considéré; la dite Cour a ordonné et ordonne que les dites Lettres seront registrées au Greffe d'icelle, où le Procureur général du Roy, pour jouir par les impétrants de l'effet et contenu en icelles, comme et ainsi qu'ils en ont bien et dûment joui et usé, jouissent et usent encore à présent. Fait en Parlement le dernier Janvier mil six cent vingt trois.

Signé : GALLARD

Il ne faut pas s'étonner du peu de temps qu'il y eut entre les deux premiers règlements des Apothicaires Lyonnais.

Ceux de 1588, en effet n'étaient qu'une ébauche, relative surtout au recrutement et aux dispositions prises pour maintenir les privilèges.

Les Statuts de 1596 sont d'une façon générale plus précis : ils ne comportent pas d'innovation. Par eux sont déterminés le mode de nomination des Jurés, les conditions requises pour le devenir, leurs attributions (Art. I à VIII). Parmi elles, était celle de « taxer les parties », c'est-à-dire d'établir les mémoires des apothicaires. Voilà une excellente formule pour uniformiser les tarifs.

Les conditions d'accession à la Maîtrise sont, elles aussi, plus étroitement fixées : par exemple jusqu'en 1596, il fal-

lait quatre années comme serviteur apothicaire avant de présenter une requête aux fins de devenir Maître. Désormais, ce temps de service ne sera valable que s'il a été passé dans une ville où l'État d'Apothicaire sera juré, et la moitié de ce temps devra être passé à Lyon.

Le règlement de 1596 établit par ailleurs l'obligation de consigner sur le livre de la communauté les procès-verbaux des délibérations et les résultats d'assemblée. Ce rappel des anciennes coutumes est peut-être dû à une certaine nonchalance à laquelle se seraient habitués les Apothicaires, ce qui expliquerait le vide relevé sur le livre à cette époque.

Si, l'un des participants commet une indiscrétion, il paiera une amende; s'il récidive il sera rayé du rôle des Apothicaires.

Autre innovation, les médicaments ne pourront être délivrés que sous forme de potion.

Enfin le nouveau règlement ne sanctionnait pas le principe qu'il suffisait d'être fils d'Apothicaire pour le devenir soi-même : tandis qu'en 1588, on demande seulement deux examens, en 1596 on exige un examen et un chef-d'œuvre.

Les Statuts de 1596 ont été établis afin « que ce soit chose stable et ferme à perpétuité ». S'ils n'avaient été que provisoires, ils eussent pu rester longtemps en application. Ils devaient être perpétuels : ils ont été en vigueur pendant soixante-trois ans, jusqu'en 1659.

RÈGLEMENT DE 1660

Au cours d'une Assemblée qui eut lieu comme de coutume au Couvent des RR. PP. Carmes des Terreaux, le 20 mars 1658, sous le décanat de Jacques VERDAN, les Apothicaires décidèrent de la revision des statuts en vigueur. Ils chargent quatre des leurs d'étudier la question et de présenter un rapport.

Nous Maistres Apothicaires assemblés en notre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes, pour diverses affaires concernant le bien de la communauté, entre autres au sujet des règlements, dans lesquels sont compris divers articles inutiles, c'est pourquoi la dite Compagnie a résolu de reformer les dits règlements et pour cet effet à nommé messieurs Jacques VERDAN, Jean MOZE, François DE CLERCY et Jacques REGNAUT, pour travailler à la dite réforme incontinent après les fêtes de Pâques, et afin que cela se fasse au contentement de toute la Compagnie les dits Maistres rapporteront s'il leur plait aux Jurés de la présente année un mémoire sur tous les articles des dits Règlements pour être examiné par les dits sieurs députés conjointement avec les dits sieurs Jurés et en poursuivre l'homologation après l'obtention des patentes, aux frais et dépens de la dite Compagnie; à Lyon, ce vingtième Mars mil six cent cinquante-huit.

Jacques VERDAN, Jean MOZE et REGNAUD, transcrivent le rapport demandé — DE CLERCY étant absent ce jour-là — sur le livre de la Confrérie le 3 Septembre 1659. Il comportait le projet du règlement.

Nous Maistres Apothicaires députés par la communauté, assemblés pour le sujet de la réforme de nos Statuts ensuite de l'acte d'assemblée sus-dite et délibération et inscription et signés par la dite communauté dans ce livre de la compagnie le vingtième du mois de Mars de l'année précédente mil six cent cinquante-huit portant pouvoir de dresser et réformer les dits statuts, obtenir les patentes et en poursuivre la vérification après avoir vu exactement et examiné chaque article, avons iceux réduit en l'ordre que dessus, lequel nous jugerons entièrement utile à la communauté et l'observation très nécessaire pour le bien public. Fait par nous dits députés et Jurés la dite année mil six cent cinquante-huit et cinquante-neuf, à Lyon le troisième septembre mil six cent cinquante-neuf.

Le 8 Octobre suivant les Maîtres apothicaires se réunissent et approuvent : ils chargent leurs députés d'en obtenir l'enregistrement et l'homologation en la Cour du Parlement de Paris.

En vertu de cette délibération le projet est transmis au Prévost des marchands et Échevins de Lyon.

Les Prévost des marchands et Échevins de la ville de Lyon, savoir faisons que les maîtres Apothicaires de cette ville nous ont fait représenter qu'ils avaient fait compiler quelques statuts et articles de réglemens de leur métier, lesquels ils croyaient nécessaires à devoir être observés, tant pour le bien dudit métier que pour celui du public, nous, après avoir vu et examiné les dits articles, avons en tant qu'à nous et sous le bon plaisir du Roi, iceux approuvés ainsi qu'il suit :

I

Premièrement la Compagnie des Maîtres Apothicaires, sera convoquée une fois l'année au bureau des dits maîtres le quinzième Décembre suivant l'ancienne observation statuts et coutume pour élire deux jurés.

II

Les dits Jurés élus prêteront le serment conformément au privilège accordé et confirmé par les Rois avant que pouvoir exercer leur charge pour ensuite taxer toutes parties, visiter drogues et compositions et agir contre tous contrevenants au présent règlement.

III

La Communauté des maîtres passera procuration aux susdits maîtres jurés quand il s'agira d'affaires importantes, sans laquelle ils ne pourront transiger ni accorder et seront obligés d'assembler la compagnie tout le moins une fois pour donner connaissance de ce qui se passera et prendre les sentiments de ladite compagnie.

IV

Les dits jurés auront pouvoir et puissance de visiter une fois l'année, à heure non prévue, les drogues et compositions avec l'assistance des magistrats et des députés du collège de médecine.

V

Et pour marque d'honneur à ceux qui seront choisis par la compagnie pour exercer la dite charge de Juré, ils auront chacun deux voix en toutes les assemblées où on délibérera tant pour les affaires de la compagnie que pour la réception des aspirants.

VI

Seront tenus les dits jurés de fournir tous les frais qu'il conviendra faire et les avancer pour le maintien et observation du présent règlement.

VII

Seront tenus les jurés qui succéderont rembourser les frais et avances faites pour les procès ou autres affaires de la commu-

nauté à ceux qui sortiront de charge, leurs comptes vus préalablement et arrêtés par quatre députés nommés par la pluralité des maîtres, lesquels députés seront nommés en même temps que l'élection des jurés se fera.

VIII

Les dits jurés nouveaux élus ne pourront se dire jurés ni faire acte valable qu'après remboursement des avances qu'auront faites les susdits jurés en sortant de charge, ou pour le moins dans le terme de trois mois après leurs comptes arrêtés, lequel terme leur sera donné pour exiger les reportements faits sur chacun de la compagnie par les députés.

IX

Quand il écherra pour quelque nécessité ou autre occasion de convoquer la communauté, tous les maîtres seront tenus se trouver au bureau à l'heure indiquée; autrement et à défaut seront tenus payer chacun des défaillants la somme de dix sols pour les pauvres de l'Hôtel Dieu, si ce n'est en cas de maladie ou absence de la ville, et si le nombre de ceux qui assisteront se rencontre être la pluralité avec les jurés, les résultats et délibérations prises seront tenues aussi bonnes et valables que s'ils avaient été faits toute la communauté présente.

X

Aux assemblées qui se feront les jurés auront la préséance et chacun des autres maîtres sera placé selon son rang de réception ainsi qu'il sera porté par le tableau et ne pourront opiner de même que selon leur rang, à commencer par les jeunes et derniers venus en cas d'acte d'aspirant, et par les anciens en cas d'affaire ou de quelque difficulté survenue.

XI

Nul ne pourra être élu Maître Juré qu'il n'ait tenu boutique pendant le temps de huit années à compter depuis l'expédition et signature des lettres de réception.

XII

Les maitres ne pourront avoir qu'un apprenti qui sera instruit aux premières lettres et le terme des apprentissages sera de quatre années ou trois pour le moins.

XIII

Ne pourront les dits apprentis absenter le service de leur maitre durant le temps porté par leur contrat d'apprentissage, ni moins entrer au service d'aucun autre si ce n'est du vouloir et consentement exprès du maître qui les a premier reçu en apprentissage, sur peine d'être déchus de pouvoir ensuite être reçus maitres du dit art en la dite ville, d'amende arbitraire et autres peines portées par les ordonnances.

XIV

Ne pourront semblablement les maitres prendre et recevoir à leur service les apprentis des autres, sans être dument informés du congé qu'ils auront eu, à peine d'être tenus contrevenants au susdit règlement et poursuivis comme tels.

XV

Les dits apprentis entrant en apprentissage assureront la somme de deux écus aux pauvres de l'hôtel Dieu.

XVI

Ne seront reçus aucun prétendant à la maîtrise dudit art qu'ils ne fassent apparoir de leur apprentissage dans la ville de Lyon conformément à l'article XII et que en outre ils n'aient fait voir des attestations de servir pendant quatre années ou dans les villes jurées du royaume ou dans cette ville même, ensemble les preuves et actes de bonne vie, mœurs et religion Catholique.

XVII

Les dits prétendants à l'office et état de maître après avoir satisfait à ce que dessus, auront un temps préfixé et jour certain pour être examinés, lequel leur sera assigné par les jurés et pour l'assistance aux examens et autres actes, les dits prétendants paieront aux deux jurés et à chacun des autres maîtres ce qu'on a accoutumé de toute ancienneté jusqu'à la clôture des lettres de réception.

XVIII

Les examens se feront pendant quatre mois, chaque mois un, qui est le temps pour faire les quatre examens lesquels sont tenus de souffrir ceux qui aspireront à la maîtrise et les interrogations commenceront par les derniers venus selon leur rang.

XIX

Aucun des parents ni alliés de ceux qui désireront parvenir au dit état d'apothicairé, soit Médecins, Pharmaciens ou Chirurgiens ne pourront assister aux délibérations de leurs actes pour obvier aux brigues qui s'en pourraient ensuivre.

XX

Les chefs d'œuvre qui seront en même nombre que les examens seront donnés au sort en présence du magistrat assistant au dernier acte d'examen, en piquant dans le livre ou seront inscrites les compositions choisies par la compagnie des maîtres sur ce sujet.

XXI

Lesquels chefs d'œuvre seront présentés et parachevés en leur temps suivant que la collection et préparation des médicaments requéreront pour être faits et parfaits selon l'exigence de l'art.

XXII

Ne pourront pour les dits chefs d'œuvre emprunter ni mander aucune drogue préparée, ainsi seront obligés les préparer eux-mêmes, étant impossible sans cela de juger de leur expérience.

XXIII

Les conducteurs des dits aspirants non plus que leurs alliés ne pourront assister aux délibérations qui seront prises sur la réception ou renvoi d'iceux tant aux actes d'examen que de chefs-d'œuvre.

XXIV

Les dits aspirants étant reçus paieront pour leur réception la somme de cinquante livres pour aider à subvenir aux frais de la communauté des dits apothicaires et assureront la somme de deux écus aux pauvres de l'Hôtel-Dieu qui seront payés quand leurs lettres de réception leur seront envoyées.

XXV

Les Maîtres jurés ne pourront leur expédier leurs lettres de réception qu'ils n'aient préalablement vu et reconnu la signature de tous les maîtres.

XXVI

Ne sera permis aux dits nouveaux maîtres quoique reçus d'ouvrir leur boutique qu'ils n'aient entièrement satisfait à ce que dessus, et pour ce seront obligés d'appeler les jurés à la première ouverture d'icelle.

XXVII

Les dits maîtres reçus seront obligés d'assister les maîtres jurés et exécuter ce qui leur sera ordonné concernant les affaires de la communauté, jusqu'à ce qu'il y en ait d'autres reçus.

XXVIII

Les fils des Maîtres seront exempts du présent règlement pour ce qui est de la multiplicité des actes, lesquels seront réduits à un seul examen et un seul chef d'œuvre, et aux actes de bonne vie, mœurs, d'apprentissage et de deux années de service, et paieront pour leur réception la somme de trente livres pour la même gratification.

XXIX

Les veuves des maîtres apothicaires pourront tenir boutique ouverte et exercer la profession pendant le temps de leur viduité et ne paieront que la moitié des répartements qui seront faits pour le remboursement des avances que les jurés auront faites et que les nouveaux élus ont coutume d'exiger de chaque particulier.

XXX

Ne pourront lesdites veuves céder le privilège à elles accordé de pouvoir tenir boutique, ainsi la tiendront elles mêmes assistées d'un serviteur résidant actuellement à leur service, et seront obligées d'appeler les maîtres jurés pour voir toutes les dispensations et confections qui seront faites pour l'usage de leur boutique, et outre ce, ne pourront tenir ni recevoir aucun apprenti.

XXXI

Les apothicaires ne pourront faire ni même vendre en la ville et faubourgs cierges, chandelles, flambeaux ou torches a gist, ni aussi les ciergiers, qui en font profession publique, sinon de cire pure, sans y mêler de la poix, poix résine ou choses semblables, sur peine aux contrevenants de confiscation de leurs ouvrages de la cire, et de vingt écus d'amende ou autrement ainsi qu'il plaira ordonner au magistrat assistant à la visite qui a accoutume être faite par les maîtres apothicaires et le tout applicable aux pauvres de l'Hôtel-Dieu.

XXXII

Sont faites défenses à toutes personnes habitant tant de la ville que faubourgs autres que les dits marchands Apothicaires immatriculés d'exercer l'art de pharmacie, faire tenir ou vendre compositions, confections emplâtres, huiles onguents sirops et autres préparations concernant le dit art d'apothicaire, tant galéniques que chimiques à peine de confiscation de leur marchandise et de cent livres d'amende applicable partie aux dénonciateurs, partie à l'Hôtel-Dieu.

XXXIII

Sont faites défenses à toutes personnes dudit art de pharmacie de vendre aucune drogue simple ou mixtionnée qui soit vénéneuse, ni icelle délivrer qu'à personnes par eux bien connues en prud'homme et légalité et qui pour raison de leur art sont contraints de se servir des dites drogues et composition à peine d'être responsables en leur propre et privé nom des inconvénients qui en pourrait arriver.

XXXIV

Aucun résultat d'assemblée ne pourra être valable s'il n'a été inséré sur le livre de la compagnie en même temps de l'assemblée et signé de la pluralité des maîtres.

XXXV

Nul ne pourra s'associer, autre que un maître de la même compagnie, ou les pères avec leurs fils.

XXXVI

Si aucuns des particuliers de la Communauté des dits maîtres contrevient au présent règlement soit par manque d'exécution des susdits articles soit en révélant les résultats ou ce qui se sera passé dans les assemblées ou en prêtant son nom pour protéger ceux qui pourraient être accusés de contravention, ce fait étant

vérifié il sera pour la première fois censuré (toute la compagnie présente) et contraint payer la somme de cinquante livres aux pauvres de l'Hôtel-Dieu, pour la seconde deux cents livres de même applicables, et en cas d'une troisième, exclu du privilège et du bénéfice du présent règlement de maîtrise.

XXXVII

Les Jurés seront obligés tenir la main à ce que les contrevenants soient punis conformément à ce qui est porté aux susdits articles, autrement leur connivence étant vérifiée ils seront eux-mêmes tenus et poursuivis comme contrevenants.

XXXVIII

Aux assemblées qui se feront, ne se commettra ni professera aucun blasphème ni aucune parole offensive l'un contre l'autre; ainsi vivront et conféreront avec tout respect, bonne intelligence et amitié à peine de deux écus aux contrevenants applicables au bénéfice des pauvres de l'Hôtel-Dieu.

XII

Si quelque serviteur abandonne le service d'un des maîtres il ne pourra entrer au service d'aucun autre sans la permission de celui qu'il aura servi premièrement, et ne sera par conséquent permis à aucun des autres de le retenir à son service qu'il n'ait reçu le consentement du premier, par écrit; si autrement et que quelqu'un contrevienne au présent article de règlement le maître contrevenant sera tenu payer la première fois dix écus applicables aux pauvres de l'Hôtel-Dieu et en cas de récidive la somme de vingt écus applicables de même au bénéfice des dits pauvres.

XL

Ne sera permis à aucun des dits maîtres taxer aucune partie en quelque façon et manière que ce soit, ainsi seront tenus renvoyer icelles parties aux maîtres jurés, conformément à ce qui

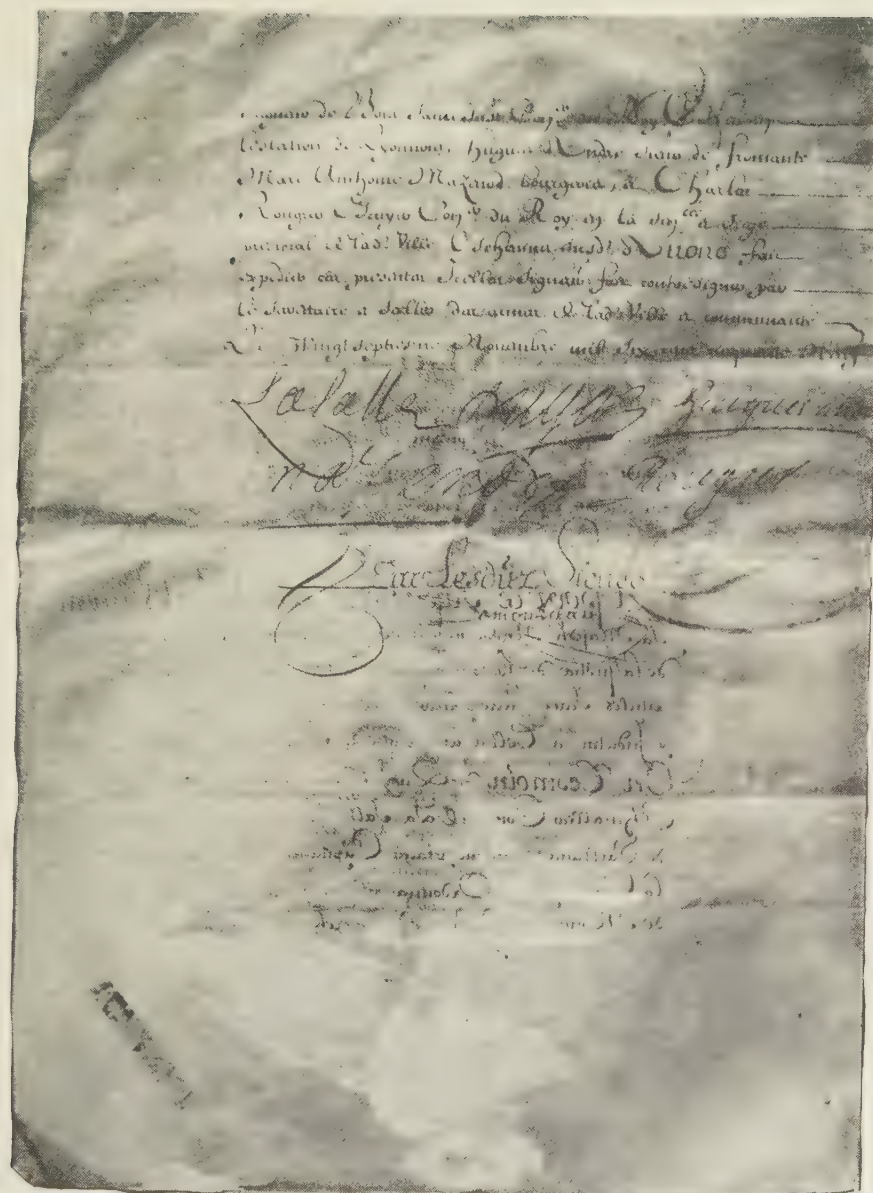


Planche III.
Dernière page de la minute du Règlement de 1660.

est porté par les privilèges du présent règlement à peine de quatre écus d'amende applicables aux pauvres et d'être privés de la taxe de leurs parties.

XLI

Si aucun refuse de se soumettre au présent règlement et contrevient en quelque manière que ce soit aux privilèges accordés par les Rois, il sera rayé et biffé de la matricule du corps des dits maîtres apothicaires et privé du bénéfice d'icelui règlement ; et ne pourra son nom être mis au tableau ni mis au nombre des maîtres apothicaires outre l'amende advenant au Roi.

XLII

Tous les Maîtres tant présents qu'advenir promettront par serment d'observer le présent règlement selon sa forme et teneur et n'y contrevenir directement ou indirectement en façon que ce soit, et outre ce signeront de leurs seings manuels.

Et pour ce supplions très humblement Sa Majesté, Nos seigneurs du Parlement et Messieurs de la Justice de vouloir approuver et homologuer les susdits articles, iceux faire garder judictes et observer sous les peines et jugements et telles autres qu'ils jugeront à propos en témoin de quoi nous François DE BAILLOY Comte DE LA SALLE, Baron DE JONS, Seigneur DE SAILLANS et autres places, Capitaine Lieutenant de la Compagnie d'Ordonnance de Monsieur le Comte DE MONTRAVEL, Prévôt des Marchands, Louis DUGAZ Seigneur DE BOIS SAINT JUST, Conseiller du Roi, Échevin en l'élection de Lyonnais, Hugues ANDRÉ Sieur DE FROMANT, Marc ANTHOINE MAZENOD, bourgeois, et Charles ROUGIER, Écuyer... du Roi en la Sénéchaussée et siège présidial de ladite ville, Échevin, avons fait expédier ces présentes, icelles signées fait contresigner par le secrétaire et sceller des armes de ladite ville et communauté le vingt septième Novembre mil six cent cinquante neuf.

DE BAILLOY
MAZENOD

DUGAZ
par les dits Sieurs
DEMONTCEAU.

HUGUES ANDRÉ
ROUGIER

Les Prévost des Marchands et Échevins de Lyon à leur tour envoient le projet à Paris par voie hiérarchique, c'est-à-dire, en passant par le Sénéchal de Lyon qui lui aussi fait son rapport.

Roger DAUTHUN, Marquis de la BAUME, Comte de CALARD et DORLAT, Sénéchal de Lyon. A tous ceux qui ces présentes verront, SAVOIR FAISONS que vue par Nous : la requête présentée par Antoine GUILLERMIN et Barthélemy ROUSSET, maîtres apothicaires de cette ville de Lyon et Jurés du dit art la présente année, exposant que par leurs anciens Statuts et Règlements se trouvant confus, embrouillés, et plusieurs articles demeurant sans observation par les abus qui s'y étaient glissés, joint qu'il y avait des articles qui étaient de précieuse conséquence; ils avaient été conseillés de présenter des nouveaux règlements aux sieurs Prévost des Marchands et Echevins de cette ville qui contenaient réformation des anciens et ajouté aux nouveaux qu'avaient été par eux agréés le vingt-septième Novembre dernier, ainsi qu'apparaissait de l'acte consulaire étant au bas, concluaient les dits Jurés Apothicaires à ce que les dits nouveaux règlements et statuts fussent homologués, selon leur forme et teneur passés, et ce nonobstant opposition ou appellation quelconque sans préjudice d'icelle comme pour faits de police; ordonnance de Maître Pierre SERRE, Conseiller du Roy, Président et lieutenant Général de ce siège, mise au bas de la dite requête le vingt-huitième du mois de Novembre dernier par laquelle fut dit qu'il serait communiqué au Procureur du Roy les nouveaux Statuts, Règlements accordés par les sieurs Prévost des Marchands et Echevins de cette ville de Lyon aux dits Maîtres Apothicaires de la dite ville par acte consulaire du vingt-septième Novembre dernier; conclusion du Procureur du Roy, étant au bas de la sus-dite requête auquel le tout aurait été communiqué, la dite conclusion datée du treizième du mois de Décembre, le tout considéré,

Il est dit qu'au seizième article des nouveaux statuts et règlements des Maîtres Apothicaires de cette ville de Lyon, contenant au commencement d'icelluy qu'aucun aspirant à la maîtrise du dit art ne seront reçus en icelle qu'il n'ait fait apparoir

des apprentissages qu'ils auront fait en la dite ville, seront ajoutés ces mots ou autres villes jurées du royaume; ce faisant sont les dits règlements homologués en tous leurs chefs pour être observés et exécutés selon leur forme et teneur aux peines y contenues, passés et ce nonobstant opposition ou appellation quelconques sans préjudice d'icelle comme pour faits de police et de règlement. Signé : Prononcé à M. LEJEUNE, Procureur des dits Jurés Apothicaires, le dix-huitième jour du mois de Décembre mil six cent cinquante-neuf.

Ce rapport est suivi du projet des Apothicaires, et le tout est attaché par lacs de soie, scellé du cachet de cire verte de la Chancellerie de France, à un exemplaire de la brochure parue en 1649 et contenant les divers règlements passés.

Les lettres patentes de Louis XIV sont obtenues en Février 1660.

LETTRES PATENTES DE LOUIS XIV

LOUIS par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous présents et à venir, salut, nos Chers et bien Aimés, Anthoine GUILLEMIN, Barthelemy ROUSSET, Maîtres Apothicaires et Jurés du dit art et tous les autres Apothicaires de notre bonne ville de Lyon, avons fait remontrer et par la requête par eux présentée à notre Sénéchal et gens tenant le siège présidial de la dite ville, ils leur auront fait entendre que leurs anciens statuts et règlements qui leur ont été concédés par nos prédécesseurs Roys..... le premier étant du XXVI^e jour du mois d'Août mil cinq cent vingt-huit, et le second du dix Décembre mil cinq cent nonante-six, ce qui les rend confus et difficiles à entendre et qui fait que plusieurs articles demeurent sans être observés par les abus qui s'y sont glissés, qu'il y en a d'autres qui sont dépouillés de conséquence au bien public, ce qui rendrait par succession de temps les statuts inutiles et sans effet, c'est ce qui a induit les exposants à présenter de nouveaux règlements aux Prévost des Marchands et Echevins de la dite ville de Lyon qui ne contiennent qu'une simple réformation et augmentation aux nouveaux qui ont été par eux agréés le XXVII^e Novembre

dernier, ainsi qu'il appert par l'acte consulaire étant au bas des articles et requièrent les exposants que leurs nouveaux règlements soient homologués selon leur forme et teneur et passé outre nonobstant opposition ou appellations comme pour fait de police et d'autant que leur dit règlement ayant été trouvé si juste et équitable qu'après avoir été communiqué à notre Procureur en la dite Sénéchaussée, ils ont homologué les nouveaux statuts et règlements en tous leurs chefs pour être observés selon leur forme et teneur aux peines y contenues, et que ne voulant pas moins les gratifier que nos prédécesseurs roys, même notre très honoré seigneur et père le Roy dernier décédé que Dieu absolve qui leur a cy-devant confirmé les règlements et anciens statuts des années mil cinq cent septante deux, huitante-huit et autres subséquentes, que les nouveaux articles et règlements seront observés et qu'ils seront maintenus aux privilèges et exemptions à eux concédés par nos prédécesseurs, dont ils ont toujours joui paisiblement et ... pour faire cesser les différens procès qui naissent souventes fois sur le fait de leurs dites fournitures, ils auront même temps et délai pour demander les dites fournitures qu'ont les maîtres Apothicaires en notre bonne ville de Paris, ainsi que plus particulièrement est contenu par les lettres de confirmation de nos prédécesseurs et notamment celle de notre aïeul de l'année mil six cent neuf; nous suppliant humblement qu'il nous plaise leur faire pareille grâce que nos prédécesseurs et à cette fin leur octroyer nos lettres nécessaires pour l'homologation des nouveaux règlements et articles, ensemble la confirmation des anciens statuts, privilèges et délais, SAVOIR FAISONS que désirant maintenir les exposants aux nouveaux règlements, statuts, privilèges et délais, qui n'est qu'une réformation des anciens puisqu'ils donnent lieu à des abus préjudiciables au public, après avoir fait voir à notre conseil l'acte d'assemblée fait par les Prévost des Marchands et Echevins de la ville de Lyon, la sentence de notre Sénéchal vicelle, avec le consentement de notre Procureur de la dite ville, ensemble les articles réformés, nouveaux règlements statuts, privilèges et délais et autres pièces attachées sous le scel de notre chancellerie, avons homologué, continué, confirmé, ratifié et approuvé et de notre grâce spéciale pleine jouissance et

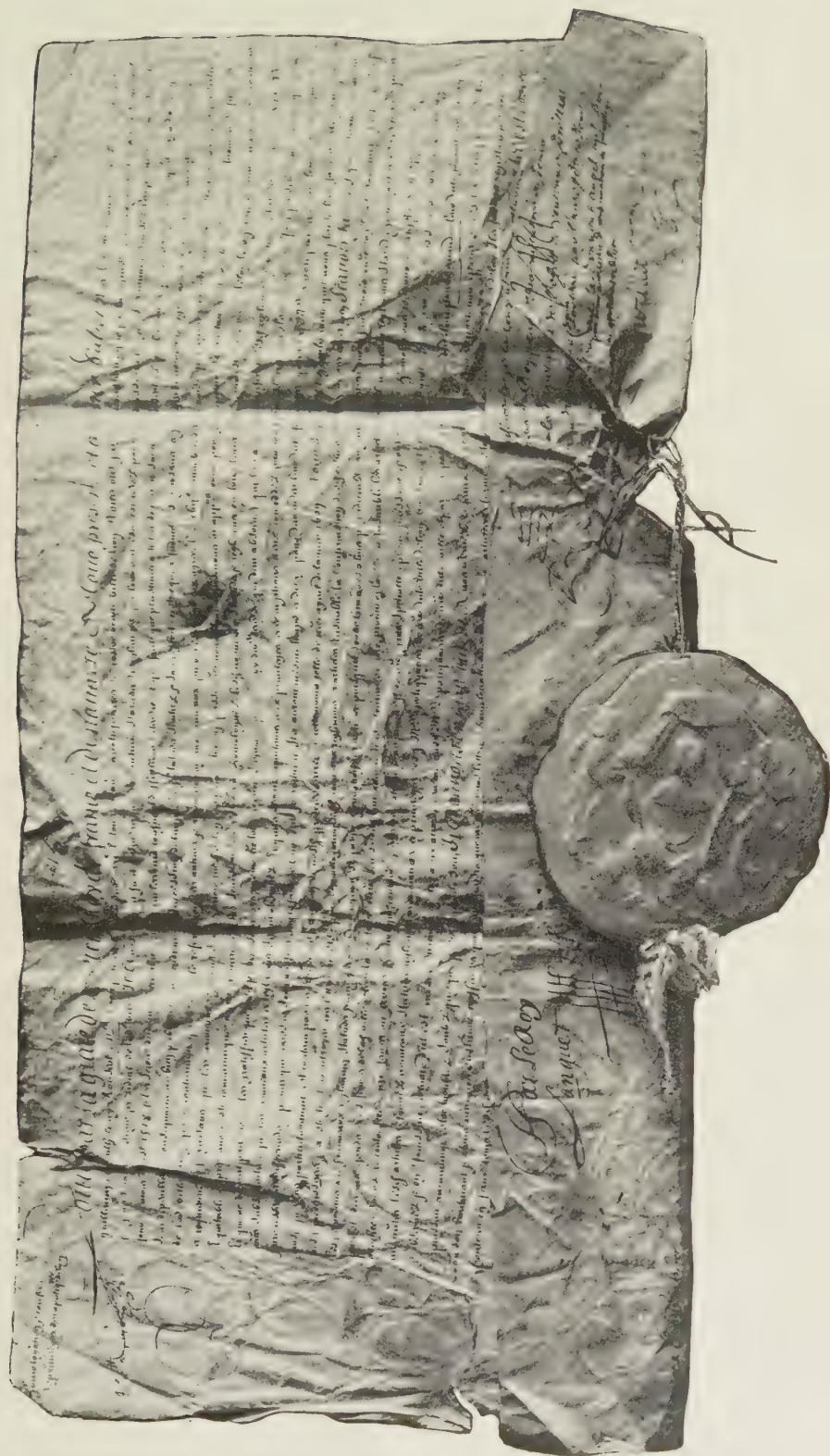


Planche IV. — Lettres Patentes de Louis XIV données aux apothicaires lyonnais en février 1660.

autorité royale, homologuons, continuons, ratifions, et approuvons par ces présentes les articles réformés, nouveaux statuts, règlements, ordonnances et privilèges des Maîtres Apothicaires de notre dite ville de Lyon, voulons et nous plait qu'ils soient par eux et leurs successeurs dorénavant gardés et observés et en jouissent comme dit est, même temps et délai à eux accordés comme aux Maîtres Apothicaires de notre dite ville de Paris et portés par les statuts pour demander leurs dites fournitures sans qu'ils y puissent aucunement être troublés sous quelque prétexte que ce soit; ci donnons en mandement à nos amis et féaux les gentilshommes, notre Cour de Parlement à Paris, Sénéchal de la ville de Lyon ou son lieutenant et à tous autres nos justiciers et officiers qu'il appartiendra que ces présentes nos lettres d'homologation des ordonnances, articles réformés, statuts, règlements, privilèges, octroi de délais, ils fassent registrer et de tout le contenu en iceux jouir les exposants et leurs successeurs pleinement et paisiblement, faisant cesser tous troubles et empêchements qui leur pourraient être, seraient à l'avenir donnés au contraire. Car il est notre plaisir nonobstant quelconques ordonnances, mandements, défenses, lettres à ce contraires y dérogeant, et aux dérogations y contenues par ces présentes auxquelles et afin que ce soit chose sûre, stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel sauf en autre chose notre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Février, l'an de grâce mil six cent soixante et de notre règne le dix-septième.

Enfin l'homologation définitive a lieu par le Parlement de Paris, le dix-neuf Avril 1660.

EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT

19 AVRIL 1660

Vu par la Cour les lettres patentes du Roy données à Paris au mois de Février dernier signées sur le repli par le Roy LANGUET et scellées par lacs de soie du Grand sceau de cire verte, obtenues par Antoine GUILLERMIN et Barthelemy ROUSSET, Maîtres Apothicaires et Jurés du dit art et tous les autres apo-

thicaire de la ville de Lyon, par lesquelles le dit Seigneur après avoir fait voir en son conseil l'acte d'assemblée fait par les Prévost des Marchands et Echevins de la dite ville de Lyon, la sentence du Sénéchal du dit lieu avec le consentement du substitut du Procureur Général au dit lieu, ensemble les articles réformés du dit art, nouveaux réglemens, statuts, privilèges, avons homologué, continué, confirmé, ratifié et approuvé les dits articles réformés, nouveaux statuts, réglemens, ordonnances et privilèges des dits maîtres apothicaires de la ville de Lyon, et plaise au dit Seigneur qu'il soit par eux et leurs successeurs dorénavant gardés et observés et en jouissent comme dit est même en temps et délai à eux accordés comme aux Maîtres Apothicaires de Paris et portés par la coutume du dit lieu pour demander leurs fournitures sans qu'ils puissent aucunement être troublés sous quelque prétexte que ce soit ainsi que plus au long le contienne les dites lettres à la Cour addressantes.

Vu aussi le dit acte d'assemblée des Prévost des Marchands et Echevins du dit Lyon du vingt-sept Novembre dernier contenant leur consentement aux dits nouveaux articles et statuts, les dits autres et nouveaux statuts sur le consentement du dit Sénéchal du dit Substitut en la dite ville de Lyon des onze et dix huit Décembre aussi dernière requête présentée à la dite Cour par les dits Maîtres jurés apothicaires de Lyon afin d'entérinement des dites lettres, conclusion du Procureur Général, ouy le rapport de M. Michel FERRAND, Conseiller du Roy en la dite Cour et tout considéré.

La Cour a ordonné et ordonne que les dites lettres et statuts soient registrés au greffe d'icelle pour être observés et jouis par les impétrants..... selon leur forme et teneur à la charge que l'article quatorze sera réformé en faisant que les Maîtres ne pourront prendre un apprenti qui aura quitté un autre maître avant le temps sans congé ou que les Maîtres jurés l'aient consenti.

Fait en Parlement le dix-neuf Avril mil six cent soixante.

Signé : DURILLET.

Le nouveau règlement est exposé aux Apothicaires réunis le vingt-six Juin 1660 : ils promettent tous de le respecter

et contresignent « de leurs seings manuels » le procès-verbal de cette assemblée.

Les Maistres Apothicaires convoqués avec permission de justice et assemblés en leur bureau pour ouïr la lecture qui leur a été faite des règlements et statuts nouvellement réformés suivant leur réquisition et homologués tant au Conseil privé qu'en la Cour souveraine du Parlement de Paris, conformément à l'article quarante deux qui fait la clôture des dits statuts par lequel il a été porté outre l'injonction à eux faite par les arrêts d'homologation du conseil sus-dit de Sa Majesté, et de la Cour de Parlement qu'ils observeront exactement et ponctuellement les dits règlements et signeront la dite observation de leurs seings manuels.

Les dits Maitres assemblés comme est dit ensuite de l'exposition et lecture à eux faite de la teneur des dits règlements est dressé cet acte sur le livre de la communauté par lequel se soumettent à la volonté du Roy, de son conseil et de sa Cour souveraine de Parlement. Ils donnent leur consentement et permission d'observer les dits statuts selon leur forme et teneur de n'y contrevenir en façon quelconque sous les peines y apposées et ont signé conformément à l'article ci-dessus allégué. Fait par la dite communauté assemblée dans leur bureau à Lyon, le vingt-six Juin mil six cent soixante.

Vraisemblablement, c'est ce jour là qu'a été ajouté sur le registre des délibérations à la suite de l'article XIV, cette note :

Est à noter que la Cour de Parlement par son arrêt du dix-neuvième Avril mil six cent soixante portant vérification des présents statuts a ordonné touchant le présent article que les maitres ne pourront prendre un apprenti qui aura quitté un autre Maitre avant le temps sans congé et que les Maitres Jurés l'aient consenti.

Tels sont les règlements de 1660. Ils ne modifièrent que

fort peu ceux de 1596, et furent plutôt une mise au point. On remarque particulièrement que le temps d'exercice de la profession nécessaire avant de pouvoir être juré qui était de dix années est ramené à huit.

D'autre part, il est spécifié que pour les questions particulièrement importantes, les Jurés avant de les traiter devront avoir une procuration spéciale des Maîtres Apothicaires; avant que la question ne soit définitivement tranchée, ils devront avoir réuni leurs confrères pour les mettre au courant.

Le règlement de 1660 durera plus d'un siècle. C'est seulement en 1771 que l'on songera à le remanier, mais 1771 c'est la veille de la convocation des États Généraux, et de la rédaction des cahiers de remontrances; c'est l'avant-veille de la Révolution, qui devait désorganiser l'État d'Apothicaire, au même titre que la France entière.

Avant que les règlements projetés n'aient vu le jour, toutes les prérogatives, privilèges, octroi de délais antérieurement obtenus furent abolis, et ce sera seulement dans la suite, la tourmente passée, que l'on reviendra aux anciennes coutumes. A l'heure actuelle on peut dire qu'on n'est pas même revenu à la situation morale atteinte sous le règne de Louis XIV. On peut espérer y atteindre bientôt par l'institution de l'Ordre des Pharmaciens : projet grandiose, légitime, qui maintenant chacun à sa place ajoutera en même temps qu'au lustre de la profession au lustre de la France elle-même.

LES FLURANT

APOTHICAIRES LYONNAIS

Bien des étrangers à l'art pharmaceutique, voient trop facilement dans les pharmaciens les descendants de FLEURANT et de M. HOMAIS, ces fils imaginaires de MOLIÈRE et de FLAUBERT.

Ces étrangers ont depuis longtemps la malveillance facile : notre confrère, M. DELÉAGE a montré comment on avait transformé l'apothicaire HOMAIS en symbole de bêtise béate et triomphante (1). Nous voudrions à notre tour faire connaître FLEURANT, ou plutôt les FLURANT et tenter de montrer comme ces honnêtes gens furent sinon des lumières de la profession, du moins de bons artisans.

Une question se pose, tout d'abord.

L'un des FLURANT de Lyon fut-il le modèle de l'apothicaire de MOLIÈRE? On raconte que ce dernier passant à Lyon devant une officine, et voyant l'apothicaire sur le seuil, fut frappé de son attitude : leur conversation fut à peu près celle-ci :

— « Comment t'appelles-tu, bonhomme?...

— « Que vous importe...

— « Mais encore?...

1. *Lyon Pharmaceutique*, décembre 1929.

— « FLURANT fut mon père. Mais qu'en ferez-vous, de ce nom ? »

— « Une comédie. »

Que vaut cette légende : il est difficile de se prononcer.

MOLIÈRE était à Lyon en 1653; le Malade Imaginaire fut joué pour la première fois en 1673. On ne trouve trace du nom de FLURANT qu'à partir du 30 Juin 1689, date à laquelle Claude FLURANT présente sa requête d'aspirant à la maîtrise, ainsi que l'atteste le procès-verbal suivant :

Nous maitres apothicaires assemblés en nostre chambre ordinaire des RR. PP. CARMES pour voir la requeste présentée par Claude FLURANT, aspirant à la Maistrise, avons icelle reçueue et en mesme temps Député les sieurs VERDAN, COLUMB, de JUSSIEU et CASSAYRE fils pour voir et examiner les actes de vie, mœurs, religion et service dudict Claude FLURANT, conjointement avec les Jurés; Fait à Lyon, le trentiesme jour de Juin mil six cent quatre-vingt-neuf.

Ceci, il est vrai, ne démontre pas que seize ans auparavant, MOLIÈRE n'ait pas rencontré le futur apothicaire alors qu'il n'était que serviteur; rien, en effet, ne nous fait connaître son âge; nous savons seulement qu'il était assez âgé, peut-être une quarantaine d'années, puisque comme on le verra plus loin son fils Pierre, huit ans plus tard, est aspirant apothicaire. Nous n'irons donc pas, comme VIDAL (1), jusqu'à affirmer l'inexactitude de la légende, mais toutefois nous nous demanderons avec M. DELÉAGE, si MOLIÈRE ayant remarqué l'habitude bien pharmaceutique de reconnaître à l'odeur n'avait pas rapproché le nom de son apothicaire de « fleurier ».

Quoi qu'il en soit, les FLURANT ont eu une place importante dans la pharmacie lyonnaise; esquisser leur histoire

1. VIDAL, « Notice sur la Pharmacie à Lyon à partir du xvi^e siècle » in *Bulletin de Pharmacie de Lyon*.

donnera un aperçu de toute l'histoire des apothicaires lyonnais à leur époque.

Deux mois après avoir présenté sa demande d'admission, FLURANT est appelé à subir son premier examen, auquel il satisfait.

Nous soubssignés, maîtres apothicaires assemblés en notre Chambre ordinaire des Révérends Pères Carmes, en présence de MM. les Prévost des Marchands et Echevins de cette ville et de messieurs DE LA MONIÈRE et DAVERDY, docteurs médecins députés du collège, avons examiné Claude FLURANT aspirant à la Maîtrise et l'avons trouvé capable dans son premier examen et reçu dans Icelluy. Fait à Lyon, le troisième Septembre mil six cent huitante-neuf.

De la même manière FLURANT passe son deuxième, puis troisième examen.

Les procès-verbaux sont établis dans les mêmes formes que la première fois les 28 Septembre et 29 Octobre 1689. Toutefois, les députés du Collège de Médecine qui les deux premières fois étaient MM. DE LA MONIÈRE et DAVERDY, sont la dernière fois MM. FALCONNET fils et DAVERDY.

FLURANT avait encore un examen à passer, puis à composer et présenter quatre chefs-d'œuvre, ainsi qu'il est prescrit par les règlements.

Ces chefs-d'œuvre devaient être tirés au sort : pour cela une liste avait été établie, puis approuvée par les Maîtres apothicaires, le quatre Mars 1662. Elle comprenait vingt-six sections : l'aspirant apothicaire, les yeux bandés et armé d'une épingle piquait dans le tableau. Ainsi était déterminée la section de quatre chefs-d'œuvre à accomplir.

Pour FLURANT, la cérémonie eut lieu le trois Novembre 1689; après avoir passé son quatrième examen, il lui échet la préparation des médicaments de la septième section.

Aqua Imperialis reformata.
Trochisci viperini seu theriaci.
Electuarium lenitivum sapidum.
Balsamum Guidonis.

Voici les procès-verbaux de la présentation et confection de ses chefs-d'œuvre :

Nous Maistres apothicaires soubsignés assemblés en nostre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes pour voir et examiner la présentation des drogues et compositions de l'Electuaire *Lenitivum Sapidum* escheu pour chef d'œuvre à Claude FLURANT, aspirant à la Maitrise avons unanimement reconnu les dites drogues bonnes et avons nommés messieurs DESPREZ, VERDAN, BISSALLARD et CASSAYRE Fils pour députés pour assister à la préparation jusqu'à la perfection du dit chef d'œuvre qui sera achevé en notre présence; fait à Lyon le deuxième Décembre mil six cent huictante neuf.

Nous Maistres apothicaires soubsignés assemblés en nostre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes pour voir et examiner la présentation des drogues du Baume de Guidon escheu pour chef d'œuvre à Claude FLURANT, aspirant à la maitrise avons unanimement reconnu les dites drogues bonnes et avons nommés messieurs CASSAYRE, VERDAN, REY, et DE JUSSIEU pour députés pour assister à la préparation jusques à la perfection du dit chef d'œuvre qui sera achevé en notre présence. Fait à Lyon, le vingt et unième Janvier mil six cent quatre vingt dix.

Nous Maistres apothicaires soubsignés assemblés en nostre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes pour voir travailler Claude FLURANT à la perfection du Baume de Guidon qui luy est écheu pour chef d'œuvre, avons vu parachever iceluy avec toute la méthode requise et l'avons tous, unanimement receu et approuvé. Fait à Lyon, le vingt-cinquième Janvier mil six cent quatre-vingt-dix.

Nous Maistres apothicaires soubsignés assemblés en nostre

Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes pour voir et examiner la présentation des drogues de l'Eau Impériale écheue pour chef d'œuvre à Claude FLURANT, aspirant à la Maitrise avons unanimement reconnu lesdites drogues bonnes et avons nommés messieurs DESPREZ, VERDAN, SALSE et CASSAYRE Fils pour députés pour assister à la préparation jusques à la perfection du dit chef d'œuvre qui sera achevé en nostre présence, Fait à Lyon, le vingt Janvier mil six cent quatre vingt dix.

Nous Maistres apothicaires soubsignés assemblés en nostre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes pour voir travailler Claude FLURANT à la perfection de l'Eau Impériale troisième chef d'œuvre qui luy est écheu au sort, avons veu parachever le dit chef d'œuvre selon la méthode requise et l'avons receu et approuvé; fait à Lyon, le vingt-troisième Janvier mil six cent quatre vingt dix.

Nous soubsignés Maistres apothicaires assemblés en nostre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes pour voir et examiner les vipères et autres drogues de la composition des Trochisques de vipères echeu pour quatrième et dernier chef d'œuvre à Claude FLURANT, aspirant à la Maitrise, avons unanimement reconnu les dites vipères et autres drogues bonnes et avons nommés messieurs VERDAN, SALSE, REY et DE JUSSIEU pour députés pour assister à la préparation jusques à la perfection. Fait à Lyon, le disepième Avril mil six cent quatre-vingt-dix.

Nous soubsignés Maistres apothicaires assemblés en nostre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes pour voir travailler Claude FLURANT à la perfection des trochisques de vipères qui lui sont écheus pour quatrième et dernier chef d'œuvre avons vu parachever iceluy avec toute la méthode requise et l'avons tous unanimement receu et approuvé, le dit FLURANT au rang des maistres apothicaires de cette ville et en mesme temps luy avons expédié ses lettres de maitrise après avoir satisfait au contenu en nos règlements. A Lyon, le dix-neuvième Avril mil six cent quatre-vingt-dix.

Moins d'un an après sa demande, ayant satisfait aux

règlements comme aux examens, Claude FLURANT était maître apothicaire lyonnais.

Dire un mot de ce qu'étaient les médicaments préparés par FLURANT à titre de chef-d'œuvre donnera une idée de la thérapeutique du ^{xvi}^e siècle. Nous ne nous en rions point, trop assurés que nous sommes que les méthodes actuellement mises en œuvre pour guérir seront l'objet des risées des pharmaciens du ^{xxiii}^e siècle.

L'eau Impériale d'après la *Pharmacopée universelle* de LÉMERY était composée de la manière suivante :

℥ Cinnamomi ʒ iv,
Nucis Moschatœ,
Corticis citri ana ʒ ij,
Caryophyllorum,
Calami Aromatici,
Santali citrini,
Radicis Pœoniæ ana ʒ j,
Foliorum Lauri,
Sommitatum Hyssop,
Majoranœ,
Thymi,
Satureiæ,
Florum Salviæ,
Roris marini,
Lavandulæ, ana man. j.
*Contundenda contundantur, omniaque simul macerentur
horis 24 in.*
Vini albi,
Aquæ Melissæ ana lb iv et
Florum Arantiorum lb ß.
Deinde distillantur et servetur aqua.

Comme bien des remèdes cette eau Impériale est bonne pour de nombreuses et diverses maladies : le cerveau, l'es-

tomac et les organes féminins se trouvent bien de son emploi.

Les trochisques de vipères sont peut-être les antécédents des remèdes homœopathiques actuels faits de venins de différents serpents. Les indications cependant n'étaient pas les mêmes et ceux-là étaient réputés « propres contre toutes les maladies où il y a de la malignité; ils chassent par transpiration les mauvaises humeurs, ils résistent à la pourriture, ils purifient le sang, et ils rétablissent les forces » (1).

Les purgatifs étaient nombreux. FLURANT eut à en préparer un : l'*Electuarium Lenitivum Sapidum*.

℥ Passularum minorum,
Prunorum Damascenorum ana lb j;
Coquantur in vini albi lb vij, addendo inter coquendum
Caryophyllos concisos n° XXX.
Pulpæ ex omnibus extractæ adde
Sacchari optimi lb ij,
Pulveris Radicis Jalappæ et Mechoacanæ,
Foliorum Sennæ, ana ʒ iiij,
Cremoris Tartari,
Aromatici rosati ana ʒ j,
Diarrhodon Abbatis ʒ ʒ.
Fiat Electuarium S. A.

Enfin le Baume de Guidon était un remède dont la formule était :

℥ Succi Castorei,
Styracis calmitæ recentis ana ʒ v,
Aloës hepaticæ,
Bdellii,
Carpobalsami,
Crocī,
Gummi Arabici,

1. LÉMERY, *Pharmacopée universelle*.

Mastiches,
Mumicæ,
Myrrhæ electæ,
Sanguinis Draconis,
Spicæ Nardi,
Thuris ana 3 ij β,
Olei flavi Terebinthinæ 3 iv 3 vj.

*Contrita omnia ac prædicto terebinthinæ oleo mista, destillantur
per retortam addendo iis quæ destillantur*

Vini optimi 3 viij.

*Liquor oleagineus prolectus separatus ab aquoso, excipiatur
vase vitreo, dissolvendo in ipso,*

Opobalsami 3 ij.

Fiat balsamum.

Une impression se dégage de l'étude de ces vieilles formules, celle de leur complexité; les médecins à ce moment-là ne prétendaient pas, comme ils le font aujourd'hui avec plus ou moins de succès, atteindre les causes du mal. Plus près que nous d'Hippocrate et surtout de Paracelse, ils étaient sous l'influence de leurs théories qui sont celles de la médecine synthétique, vieille médecine dont la fin dernière est de soigner non pas une maladie mais un malade, de trouver par conséquent le remède particulier et unique convenant exactement. La difficulté était si grande que l'on multipliait les produits rentrant dans les compositions pour avoir plus de chance qu'elle continssent le bon.

D'autre part, les produits animaux et végétaux étaient plus employés que maintenant : sans doute la chimie n'avait pas fait les progrès auxquels on a assisté depuis cent ans, mais on peut aussi voir dans cet emploi des simples le désir de donner à la nature des éléments déjà élaborés par cette même nature.

C'est à la suite du procès-verbal de la séance au cours de

laquelle il fut reçu maître apothicaire que Claude FLURANT pose pour la première fois sa signature sur le registre des délibérations.

Cette signature lisible, horizontale, correcte, sans paraphe tarabiscoté, mais seulement soulignée, dont un graphologue dirait qu'elle dénote un homme calme, sûr de lui, ne craignant pas son prochain, simple en un mot, comme sont simples toutes les belles et bonnes choses, se retrouvera souvent. Les réunions des apothicaires étaient plus fréquentes en effet, en général, que ne l'exigeaient les statuts : ceux-ci prévoyaient, nous l'avons vu, une assemblée ordinaire une fois l'an vers le quinze Décembre. Entre temps, il y avait des examens à faire passer, des députés à nommer qui représentent les apothicaires lyonnais au Parlement de Paris et défendent leurs intérêts lésés par l'administration de l'hôpital de Notre-Dame du Port du Rhône et Grand Hôtel-Dieu, par les médecins et chirurgiens, par les épiciers. Il y avait aussi lieu de se réunir pour décider un emprunt, pour le ratifier, car l'escarcelle était rarement pleine.

Toutes ces réunions rendaient vivante la Confrérie : leur relation nous permet de vivre étroitement avec nos ancêtres.

Claude FLURANT commence à se distinguer de ses confrères le deux Janvier 1691, date à laquelle il est nommé député de la Confrérie pour assister à la préparation du troisième chef-d'œuvre de l'aspirant Isaac MOLÈNES.

Nous Soubsignés, maistres apothicaires en notre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes, pour voir et examiner la présentation des drogues des trochisques de Myrrhe, avons unanimement reconnu les drogues bonnes et avons nommé messieurs VERDAN, BERTAUD, SALX, FLEURANT, pour députés pour assister à la préparation qui sera achevée en notre présence; à Lyon, le deux Janvier mil six cent quatre vingt onze.

Puis, presque sept années se passent sans que l'on trouve trace de Claude FLURANT. Il n'assiste plus à aucune assemblée, il n'occupe aucun poste. On peut croire qu'il fut malade ou s'absenta de Lyon, car une délibération du vingt-cinq Octobre 1695, ne le fait pas reparaître, alors qu'elle avait ramené bien des tièdes à un plus juste sentiment de leurs devoirs.

Nous soubsignés, maîtres apothicaires de cette ville assemblés en nostre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes ayant remarqué que par le passé dans plusieurs assemblées les maistres ne s'y trouvaient point et qu'ainsi la dite compagnie était déserte, tous assemblés unanimement avons consenti de payer la somme de quarante sols outre celle de la séance entre les mains des maistres garde jurés toutes les fois que nous manquerions de venir auxdites assemblées convoqués par le billet des dits maistres garde jurés sous quelque prétexte que ce soit hors des maladies allitées, laquelle somme de quarante sols sera employée pour les frais de la compagnie, et avons tous signé à Lyon, ce vingt-cinquième Octobre mil six cent quatre-vingt-treize.

Remarquons que, quoi qu'en dise le texte, seul de tous ses confrères l'apothicaire COLOMB a réellement signé à la suite de cette délibération.

Les raisons d'absence de FLURANT étaient bonnes, puisque dès sa réapparition, en Décembre 1697, il est nommé deuxième garde juré, le premier était Laurent DE JUSSIEU, autre nom célèbre, dans l'histoire tout court, celui-là.

Nous Soubsignés maistres apothicaires assemblés en nostre Chambre des RR. PP. Carmes, pour élire de nouveaux jurés pour l'année prochaine, avons nommé et donné nos suffrages à Messieurs DE JUSSIEU et FLURANT, en foi de quoi avons signé les présentes à Lyon, ce quinze Décembre mil six cent nonante-sept.

C'est durant la jurande de Claude FLURANT que son fils

Pierre se présente à son tour comme aspirant apothicaire.

Nous soubsignés maistres apothicaires assemblés en nostre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes pour voir la requeste à nous présentée par Pierre FLURANT, avons icelle reçue et en même temps avons député les sieurs BERTAUD, FAURET le père, CABANIS et GAVINET, pour voir et examiner les actes de vie, mœurs et religion du dit Pierre FLURANT conjointement avec les jurés; fait à Lyon, le vingt-deuxième jour d'Avril mil six cent nonante-huit.

Ce nouveau FLURANT est admis et passe ses examens les dix Mai 1698, vint et un Juin, cinq Juillet, vingt-six Juillet. A cette dernière date, il tire au sort ses chefs-d'œuvre qui furent :

Emplâtre vulnéraire de Paracelse.

Catholicum Nicolaï.

Diascordium Fracattorii.

Trochisques de Myrrhe.

Les préparations sont faites le vingt-huit Août 1698, six Septembre 1698, treize Septembre 1698, seize Septembre 1698.

Le 13 Décembre 1698 Claude FLURANT est de nouveau nommé garde juré pour 1699, toujours avec DE JUSSIEU.

C'est à l'occasion de l'assemblée où se fit cette nomination et à laquelle assistait son père, que FLURANT signa la première fois le registre des délibérations.

Nous soubsignés maistres apothicaires assemblés en nostre chambre ordinaire des RR. PP. Carmes pour élire les nouveaux jurés pour l'année prochaine, avons nommé et donné nos suffrages à Messieurs DE JUSSIEU et FLURANT. En foi de quoi avons signé le présent acte à Lyon, le quinze Décembre mil six cent nonante-huit.

Le vingt-six Mars 1699, Claude FLURANT, ainsi que DE JUSSIEU, sont particulièrement chargés du soin de mener à bien le procès mû contre les sieurs PETICHET et VERGOMATS, épiciers accusés d'avoir vendu des médicaments.

Le 14 Décembre 1699, pour la troisième fois Claude FLURANT et DE JUSSIEU sont à nouveau nommés jurés pour l'année suivante, de même le 15 Décembre 1700. Ce dernier honneur lui était à peine échu que Claude FLURANT disparaît; on ne retrouve plus sa signature. Les traces écrites d'une discussion qui eut lieu en Décembre 1701 sur la durée de jurande ne portent que le nom de DE JUSSIEU.

Nous soubsignés doyen, vice-doyen et autres anciens maistres apothicaires de cette ville, certifions qu'après avoir demeuré dans nostre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes depuis deux heures de relevée jusqu'à celle de cinq heures pour la nomination des nouveaux jurés, après avoir remontré honnêtement à M. DE JUSSIEU qu'il y avait quatre années qu'il exerçait la dite charge de juré et qu'ainsi la compagnie assemblée devait en nommer des nouveaux pour que tout le monde y puisse passer conformément aux anciennes coutumes, le dit monsieur DE JUSSIEU aurait cabalé pour être continué, ce qui est très injuste, lequel aurait dit hautement qu'il le serait et qu'il nommerait le sieur GAVINET avec lui en dépit des anciens. Pour lors on aurait connu que pour éviter toutes brouilleries et contestations on le ferait nommer par messieurs les Prévost des marchands et Echevins de cette ville; dans le même temps, le sieur DE JUSSIEU ayant parlé à ceux de sa cabale en particulier, il les aurait priés de rester dans la Chambre pour que la pluralité s'y trouvât et serait le dit sieur DE JUSSIEU allé quérir un notaire en présence duquel nous avons protesté comme d'abus tout ce qu'il ferait, priant et requérant tous ces Messieurs les Prévost des marchands et Echevins de vouloir nommer tel qu'ils jugeront à propos. A Lyon, le quatorzième Décembre mil sept cent un. Et en outre, nous sommes chargés du présent livre et commu-

nauté en présence de tous les maîtres qui y étaient pour le représenter toutes fois qu'il serait ordonné par nos juges. Les jour et an sus dits.

Remarquons que les dissentiments qui s'étaient élevés ainsi que nous le montre le précédent procès-verbal furent bientôt apaisés puisque le lendemain même DE JUSSIEU et GAVINET étaient nommés jurés à la pluralité des voix.

Or, Claude FLURANT et DE JUSSIEU avaient été jurés ensemble et jusque-là aussi longtemps l'un que l'autre : tout permet de dire que Claude FLURANT est mort en 1701.

Ce nom n'était pas disparu : Pierre FLURANT va continuer la lignée jusqu'en 1711.

Il est député le deux Décembre 1705 pour assister au premier chef-d'œuvre de l'aspirant Jean MOLÈNES, le douze pour le second.

Le quinze Décembre 1705 Pierre FLURANT est élevé à la jurande.

Nous soubsignés Maîtres apothicaires assemblés en nostre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes pour élire de nouveaux jurés pour l'année prochaine, avons tous unanimement donné nos suffrages à messieurs MOLÈNES et FLURANT pour exercer le dit temps la jurande. A Lyon, quinziesme Décembre mil sept cent cinq. .

Au cours de cette jurande, les apothicaires Lyonnais admirent parmi eux, sans examens, un certain Jean BONNEFOY. Les services qu'il avait rendus aux pauvres de l'Hôpital lui valaient cette faveur rare, mais non unique cependant, puisque un serviteur de l'Hôtel-Dieu du nom de Symon GEORGES en avait déjà profité.

Nous Maîtres apothicaires assemblés en nostre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes pour finir et terminer les diffi-

cultés survenues ci-devant avec le sieur Jean BONNEFOY, lui avons permis par le présent acte d'avoir rang et séance avec les mêmes droits, privilèges, dont jouissent les autres maîtres dans notre communauté à commencer ce jourd'hui seulement, comme ayant gagné les droits de maîtrise à l'hôpital de cette ville, dans laquelle il a servi les pauvres en qualité d'apothicaire conformément au règlement de Sa Majesté, lequel sieur Jean BONNEFOY a promis aux peines de droit de ne contrevenir au présent acte. En foi de quoi, il a signé en présence de toute la compagnie à Lyon trentième Avril mil sept cent six.

Les vieux pharmaciens faisaient là preuve d'une largeur d'idées qui, fort heureusement, n'est plus de mode de nos jours. Ils n'avaient pas institué, il est vrai, les titres « *honoris causa* »...

De nouveau le quinze Mai 1708, FLURANT est député pour assister à la préparation du premier chef-d'œuvre de l'aspirant François RAIGADE.

Entre temps, il semble qu'il se soit tenu, par une raison impossible à déterminer, en dehors de la vie des apothicaires : sa signature ne figure pas au bas des procès-verbaux des délibérations depuis le vingt-sept Avril 1706.

FLURANT ne fait d'ailleurs qu'une réapparition passagère le treize Février 1711. Le trente Mai de cette année une réunion importante a lieu pour régler les comptes après la confection de la *Thériaque* et du *Mithridate* où il ne figure pas.

D'autres aussi, telle celle du seize Juin 1712 où les maîtres apothicaires tentent de resserrer les liens confraternels.

Nous soubsignés maîtres apothicaires assemblés en notre chambre ordinaire des RR. PP. Carmes, sommes tous convenu pour le bien et la manutention de nos statuts et règlements et conformément au troisième article d'iceux de nous assembler le premier jour de chaque mois à commencer au premier Juillet prochain, et au cas que le dit jour se trouvera fêté, l'assemblée

sera remise au lendemain, à peine pour ceux qui ne s'y trouveront pas passé l'heure que nous nous sommes fixée volontairement qui sera à deux heures de relevée de payer entre les mains du premier syndic la somme de dix sols qui sera employée pour les menus frais que la dite communauté est obligée de faire, le tout sous le bon plaisir de messieurs les Prévôt des Marchands et Echevins nos juges, la dite amende payable trois jours après l'absence à peine de tous dépens; en outre avons permis aux syndics de relouer la chambre que nous tenons aux Carmes pour une année seulement à commencer à la fête de Saint-Jean-Baptiste prochain, dont acte à Lyon, le seizième Juin mil sept cent douze.

De nos jours des essais semblables ont lieu au sein des différents syndicats; ils ne sont pas toujours, surtout pas longtemps, couronnés de succès, tant il semble qu'une certaine indifférence soit liée à l'état de pharmacien.

Les relations entre les pharmaciens et leurs serviteurs furent fixées ou tout au moins rappelées le deux Mai 1713.

Nous soubsignés Maistres Apothicaires assemblés dans notre chambre ordinaire des RR. PP. Carmes pour mettre fin aux différentes contraventions qui se commettent au trente-neuvième article de nos règlements qui défend par exprès à aucun maistre de recevoir aucun serviteur qui aura demeuré dans la ville sans qu'il ait un billet par écrit de celui chez qui il aura resté, à peine de l'amende de trente livres pour la première fois, et de celle de soixante livres en cas de récidive, sommes tous convenu que les serviteurs qui sont sortis par ci-devant de chez les maistres et ceux qui en sortiront par ci-après n'ayant un billet signé de celui où il aura resté, iceux ne pourront se placer tant chez les maistres que chez les veuves, qu'en passant l'eau réciproquement, savoir: ceux qui auront demeuré du côté de Fourvières ne pourront servir que du côté de Saint-Nizier, et ceux qui auront resté du côté de Saint-Nizier ne pourront demeurer que du côté de Fourvières, comme aussi que les serviteurs qui sortiront de boutique sans un billet portant permission de travailler en ville, ce qui sera une preuve qu'ils ont quelque défaut considérable

iceux ne pourront entrer en aucune boutique qu'ils n'aient absenté la ville au moins une année, et au cas que passé le dit temps ils y reviennent pour travailler ils passeront de l'autre côté de l'eau. Le présent acte fait pour l'entretien de la paix qui doit être entre les maîtres qui composent la communauté d'autant mieux qu'on s'est aperçu que la plupart des serviteurs qui ont resté quelques temps chez un maître méditent souvent de leur ravir leur pratique en prenant indirectement un privilège soit d'un maître ou d'une veuve pour se placer proche de la boutique du maître où ils ont resté, ce qui est défendu par le trentième article des règlements; ce que dessus sera observé tant par les maîtres que par les veuves, à peine contre chaque contrevenant de la somme de soixante livres même de plus grandes s'il y échoit conformément au trente-neuvième article des dits statuts desquelles amendes les gardes jurés répondront à la communauté, la contravention étant établie et afin qu'il ne soit dérogé au présent acte, nous prions et requérons messieurs les Prévost des Marchands et Echevins, nos juges, de l'avoir pour agréable pour que personne n'y contrevienne, attendu que le présent acte a été fait en conséquence du neuvième article des statuts et règlements de la communauté. Fait à Lyon, le deuxième Mai mil sept cent treize.

Vouloir maintenant édicter de semblables règles ferait accuser d'entraves à la liberté du travail et cela parce qu'il y a eu progrès social...

Le treize Mai 1716, après plus de cinq ans, la lignée pharmaceutique des FLURANT est renouée : Claude FLURANT, petit-fils du premier et fils du second se présente comme aspirant aux apothicaires.

Nous sousignés Maîtres Apothicaires assemblés dans notre chambre ordinaire des RR. PP. Carmes à la requête de Claude FLURANT fils de Pierre FLURANT maître apothicaire de cette ville, lequel Claude FLURANT, aspirant à la maîtrise, nous ayant présenté sa requête avons en même temps examiné ses actes de vie, mœurs, religion et service que nous avons trouvés dans les formes et l'avons reçu pour aspirant et pour faire son acte

de théorie dans un mois; à Lyon, treize Mai mil sept cent seize.

Il fait son acte de théorie le 12 Juin suivant et tire au sort pour chef-d'œuvre l'*Emplastrum pro fracturis*.

Nous soubsignés Maistres Apothicaires assemblés dans nostre chambre ordinaire des RR. PP. Carmes, en présence de messieurs les Prévot des Marchands de cette ville et de messieurs EYNARD et PANTHET le jeune, médecin député du collège, pour examiner Claude FLURANT dans son acte de théorie, l'avons tous unanimement trouvé capable et reçu; ensuite lui étant tombé pour chef d'œuvre l'*Emplastrum pro fracturis* il aurait promis de le faire en présence de la compagnie conformément à nos statuts et réglemens. A Lyon dix-neuf Juin mil sept cent seize.

Nous soubsignés Maistres Apothicaires assemblés dans notre chambre ordinaire des RR. PP. Carmes pour voir et examiner la présentation des drogues pour l'emplatre *pro fracturis* échu pour chef d'œuvre à Claude FLURANT, aspirant à la maitrise, avons tous unanimement examiné les dites drogues et les avons trouvées bonnes et en présence de messieurs EYNARD et PANTHET le jeune, docteur médecin député du collège, et avons député messieurs DE JUSSIEU père, CABANIS, BONNEFOY et LA VANURE; à Lyon, le vingt-troisième Juin mil sept cent seize.

Nous soubsignés Maistres Apothicaires assemblés en nostre chambre ordinaire des RR. PP. Carmes pour voir la perfection du chef d'œuvre de l'emplatre *pro fracturis* échu par sort à Claude FLURANT, l'avons vu parachevé suivant les préceptes de l'art et iceluy reçu l'avons agrégé au nombre des maistres apothicaires de cette ville, lui permettant de tenir boutique ouverte et d'exercer l'art de pharmacie avec les mêmes droits, privilèges et prérogatives dont jouissent les autres maistres ayant satisfait à tout ce qui est porté par nos statuts et réglemens; à Lyon, ce vingt-sixième Juin mil sept cent seize.

On remarquera qu'il jouissait du privilège des fils d'apo-

thicaïres qui n'avaient qu'un acte de théorie à passer et un chef-d'œuvre à composer.

Le 26 Juin Claude FLURANT est admis au rang de maistre apothicaire. Grâce à lui seul, le nom de FLURANT eût mérité de passer à la postérité, tant il fut porté avec honneur.

Il signe pour la première fois le registre des délibérations le quatorze Décembre 1716; dans sa joie d'homme arrivé au comble de ses désirs, il ne peut s'empêcher de faire suivre sa signature des lettres « M. A. ».

Le premier Février 1718 Claude FLURANT est député à l'examen du second chef-d'œuvre de Jean MALINAS.

Jusqu'au quinze Mars 1720, la chambre du Couvent des RR. PP. Carmes des Terreaux où s'assemblaient les maîtres apothicaires était louée année par année. A cette date un accord intervient pour neuf ans.

Nous soubsignés Maîtres Apothicaires assemblés en nostre chambre des RR. PP. Carmes sommes convenu avec le R. P. Maur, procureur et faisant pour le dit couvent, que les aspirants à la maitrise de pharmacie, à commencer de ce jour, savoir : les fils de maistre payeront aux dits RR. PP. Carmes à la signature de leurs lettres de maitrise la somme de vingt-cinq livres et que ceux qui ne seront pas fils de maistre leur paieront la somme de cinquante livres, à condition que les RR. PP. Carmes prêteront leur réfectoire pour leurs examens publics et nostre chambre ordinaire pour leurs chefs d'œuvres, avec la table et chaises nécessaires pour tous les maîtres nous obligeant de faire dire la messe le jour de la Madeleine, et celle des morts dans leur église annuellement. Au moyen de quoi, la dite compagnie pourra s'assembler toutes fois et quantes elle le trouvera à propos, sans payer aucune rétribution ni louage de notre sus dite chambre. Les présentes valables pour neuf années sans dédite et avons donné pouvoir à messieurs nos syndics de signer le présent acte pour valoir et avoir force comme si

toute la compagnie avait signé; fait double à Lyon ce quinzième mars mil sept cent vingt, et avons signé.

Cette même année Claude FLURANT est « conducteur » de Barthelemy PILLET, aspirant à la maîtrise. Le conducteur était, semble-t-il, à la fois maître de stage et parrain de l'aspirant.

Enfin à la fin de l'année, FLURANT est élu garde juré pour 1721 avec Jean GAVINET, vice doyen et premier garde juré. Il est réélu en 1722. C'est au cours de cette jurande que le procès contre l'Hôtel-Dieu redevient d'actualité.

En 1723 FLURANT est 1^{er} juré assisté de Christophe DE JUSSIEU.

De nouveau juré en 1726, il est avec son collègue particulièrement chargé de l'affaire de l'Hôtel-Dieu.

... La compagnie assemblée dans leur chambre ordinaire des RR. PP. Carmes a invité les syndics présentement en charge qui sont messieurs MOLÈNES et FLURANT de vouloir prendre à cœur les intérêts de leurs confrères et faire en sorte que l'hôpital qui porte un très grand préjudice à toute la compagnie cesse de vendre des médicaments; et pour cet effet la même compagnie les charge de faire dresser une requête pour être présentée à Messieurs du Consulat et leur donne pouvoir de faire toutes les démarches, actes, significations et sommations qu'ils jugeront à propos jusques à fin de jugement et ont signé à Lyon ce premier Janvier mil sept cent vingt-six.

Les jurandes de 1727 et 1728 sont encore exercées par FLURANT. De même en 1731. Cette dernière année, l'autre juré était Jean MALINAS : celui-ci fut particulièrement chargé des affaires relatives au procès contre l'Hôtel-Dieu ; il est même invité, en tant que député de ses confrères, à se rendre à Paris à ce sujet.

Cette année-là intervint d'ailleurs une solution provisoire, qui valut à MALINAS une gratification de six cents livres

(délibération du dix-sept Avril 1731) qui fut doublée dans la suite sur la proposition de FLURANT (délibération du six Octobre 1731).

*
* * *

Ce procès contre l'Hôtel-Dieu fut une histoire épisodique qui depuis 1656 jusqu'en 1785, si ce n'est plus tard, occupa les esprits à maintes reprises.

Les comptes rendus d'assemblées tenues par la communauté des Apothicaires Lyonnais sont nombreux qui mentionnent le Grand Hôpital de Notre-Dame de la Pitié du Pont du Rhône et Grand Hôtel-Dieu de Lyon. — Entre ces deux corps constitués, qui tous les deux ont le même but : soigner les maladies humaines, qui supputent dans leur budget la mauvaise santé, qui pourtant sont tout à fait distincts, il ne pouvait manquer de se produire des rivalités, des dissentiments, des procès. Le conflit est-il même éteint à l'heure actuelle? Rien n'est moins incertain et les pharmaciens, de nos jours, pensent encore à récriminer contre la pharmacie de l'Hôtel-Dieu, comme d'ailleurs contre toute pharmacie d'hôpital. On ne peut dire que ce soit sans raison puisque ces pharmacies comme aussi les pharmacies des Sociétés de Secours Mutuels sont en contravention avec la loi organique de la profession pharmaceutique. Leurs aînées dans l'illégalité étaient en opposition avec les lois « si sages qui maintenaient chacun dans les bornes de son état », étaient une brèche dans l'organisation des corporations : il était normal qu'on les entravât par tous les moyens.

Le conflit toujours latent passe cependant par des hauts et des bas : toutefois, son développement suit une courbe ascendante. Débutant par des escarmouches, il se continue par des procès à Lyon. Bientôt le cadre est trop étroit, il

faut Paris et son Parlement, il faut le Roi en ses Conseils. Et tout cela pourquoi faire? dépenser un argent péniblement emprunté, ne pas en être remboursé et revenir après un siècle et demi au point de départ ou presque : en fin de compte, il fut obtenu une rente de deux mille livres, non négligeable puisqu'elle serait représentée par une douzaine de mille de nos francs actuels, mais dont on ne trouve nulle part trace de paiement, sauf à la première échéance. On ne trouve pas non plus qu'elle ait été abolie et le syndicat actuel des Pharmaciens du Rhône pourrait valablement réclamer à l'administration des hospices de payer son dû.

Le conflit débute en 1656 sur une question bien peu grave, mais touchant l'amour-propre.

Jusque-là les apothicaires se dérangeaient, se rendaient à l'Hôtel-Dieu pour examiner à leur entrée et à leur sortie les serviteurs apothicaires de l'hôpital. Le sept Septembre 1656, il est décidé, que désormais l'examen se passera dans la Chambre de la communauté, chez les RR. PP. Carmes des Terreaux.

Les Maîtres Apothicaires assemblés en leur Chambre ordinaire des Carmes au sujet des serviteurs apothicaires de l'Hôtel Dieu, ont résolu que désormais les dits serviteurs de l'Hôtel Dieu seront examinés tant en entrant, qu'en sortant du dit Hôtel-Dieu par les dits Maîtres Apothicaires en leur chambre ordinaire des Carmes, et non au dit Hôtel-Dieu quoi qu'il soit été pratiqué jusques à présent.

Sept Septembre mil six cent cinquante-six.

En 1658, le dissentiment dut être plus grave, sans pour cela avoir très grosse importance. De nos jours ce serait probablement une affaire de prud'homme. Nous n'avons pu en retrouver le motif et nous savons seulement que le lieutenant général de la Sénéchaussée de Lyon fut pris le

vingt-six Mars 1658 pour arbitre, avec jugement sans appel, entre les Recteurs de l'Hôpital et la Confrérie des Apothicaires (Délibération du vingt-six Mars 1658).

Tout donne à penser que l'Hôtel-Dieu était une pépinière d'illégaux : il n'est que trop humain que des personnes vivant au contact continu des plus grands médecins, appelés par leur emploi à préparer des médicaments, à les administrer, se croient capables, au bout de quelques années, d'exercer eux-mêmes l'art de guérir, ou de soigner s'ils sont modestes : on verra plus tard, à la suite d'une épidémie, un serviteur de l'Hôtel-Dieu, nommé Symon GEORGE accéder à la maîtrise par ce seul moyen.

Si l'on fait des serviteurs, des élèves ou des apprentis, le mal est d'autant plus grand ; de toute évidence on ne reste pas apprenti toute sa vie, et cependant le règlement pour l'accession à la maîtrise est formel. Ne peut être maître qui n'a pas été apprenti chez un Maître Apothicaire. On voit donc l'Hôtel-Dieu méconnaître le privilège de ces derniers. C'était matière à dissentiment, sinon à procès.

Le dissentiment éclate, le vingt-six Juillet 1667 : des remontrances sont votées qui seront présentées aux Recteurs de l'Hôtel-Dieu par les Maîtres Apothicaires jurés REGNAUD et VERDAN.

Le vingt-sixième Juillet mil six cent soixante-sept, les Maîtres Apothicaires assemblés en leur chambre ordinaire chez les RR. PP. Carmes pour délibérer sur l'abus qui s'est pratiqué depuis quelque temps en la boutique de Pharmacie de l'Hôtel Dieu ou l'on souffre des apprentis de l'un et l'autre sexe pour s'instruire en la pharmacie, ce que voulant empêcher pour éviter les conséquences préjudiciables à nos intérêts, la Compagnie a résolu que les sieurs REGNAUD et VERDAN jurés de la présente année verraient M. DE LA V... Président au bureau dudit Hôtel Dieu, pour le prier d'avoir égard à notre plainte et la représenter au dit bureau, et qu'au cas que l'on soit obligé d'aller à ce sujet

à l'Hôtel-Dieu, la dite Compagnie a nommé Messieurs GUILLEMIN et BICLET pour y accompagner MM. les Jurés. A Lyon, l'an et jour que dessus.

La communauté des Apothicaires élevée au rang de corporation jurée avait pris un pouvoir, un lustre que le temps n'avait pas encore amoindris : les Recteurs attaqués battent en retraite et le huit Août, à peine quinze jours plus tard, REGNAUD et VERDAN peuvent annoncer à leurs confrères qu'il ne sera plus admis en l'Hôtel-Dieu d'apprenti de l'un ou l'autre sexe, que rien ne se fera dorénavant dans l'hôpital qui puisse porter préjudice aux Apothicaires de Lyon.

Le huitième d'Août mil six cent soixante-sept.

Le même jour, les sieurs REGNAUD et VERDAN, jurés susdits ont fait rapport à la Compagnie qu'en suite de la visite qu'ils ont rendue à M. DE LA V... Président au bureau de l'Hôtel-Dieu, et aussi à M. DU FAISAZ, l'adjoint de l'un des recteurs du dit bureau pour les prier qu'en leur première assemblée il leur plut de représenter aux autres recteurs l'abus qui s'est glissé dans leur boutique de pharmacie afin de le corriger à présent, de l'éviter ci-après, le dit bureau assemblé a résolu qu'à l'avenir il ne sera plus admis dans leur boutique de pharmacie nul apprenti de l'un ni de l'autre sexe dont ils ont fait en résultat sur leur livre ce qui a été rapporté aux dits sieurs gardes jurés, de la part de MM. du bureau, par M. B... l'un des recteurs, avec assurance qu'il a donnée qu'ils n'entendent pas que rien fut pratiqué en l'Hôtel-Dieu au préjudice de l'intérêt des Maîtres Apothicaires de cette ville de Lyon .

Belles paroles... autant en emporte le vent... ou seulement serment d'honnêtes gens, mais mortels : les recteurs en exercice quarante ans plus tard les avaient oubliées et semblent s'être fort peu souciés de nuire aux Apothicaires.

En 1731 on retrouve les Apothicaires assemblés pour

s'entretenir de l'Hôtel-Dieu et envoyer le juré MALINAS comme député à Paris.

Nous soussignés, Maitres Apothicaires, ce jourd'hui assemblés dans notre chambre ordinaire chez les RR. PP. Carmes pour conférer sur les affaires qui concernent notre communauté, particulièrement pour faire choix d'un d'entre nous pour être député et envoyé à Paris pour la poursuite du jugement du procès dont l'instance est pendante au Conseil contre la maison de l'Hôtel-Dieu ou hopital de cette ville, le dit choix est tombé d'une voix unanime sur M. MALINAS, lequel ayant gracieusement accepté ce choix tant pour obliger ses confrères comme pour correspondre à la confiance qu'ils ont en lui, nous sommes tous d'une voix convenu et arrêté les conventions suivantes : scavoir : premièrement nous paierons au dit sieur MALINAS lors de son départ, la somme de quatre cents livres, savoir deux cents livres pour les faux frais qu'il pourra être obligé de faire au sujet du dit procès (1) et deux cents livres pour les frais d'aller et retour de son voyage. Secondement nous paierons outre les sus dites quatre cents livres, pareille somme de quatre cents livres pour un mois de séjour à Paris à compter du jour de son arrivée à Paris jusque celui de son départ du dit lieu, la dite somme pour fournir aux frais de son séjour et que nous lui compterons à son retour; convenu aussi et arrêté que le dit sieur MALINAS n'entrera point pour sa part et portion dans les départements de la sus dite somme de (*en renvoi* : de quatre cents livres attendu que pour les premières quatre cents livres que nous lui compterons lors de son départ, nous les avons en caisse). Troisièmement nous promettons en outre au dit sieur MALINAS la somme de cinq cents livres par forme de gratification payable à sa volonté, au cas qu'il puisse obtenir pendant son séjour à Paris un arrêt adjudicatif de nos conclusions (*en renvoi* : ou tout au moins qui nous maintienne et confirme dans la jouissance du trente-deuxième article de nos règlements contre l'Hôtel-Dieu de cette ville comme tous autres) pour laquelle somme il ne sera point compris dans les répartements de cette même somme, le tout en considération des soins et

1. *En renvoi* : au sujet de la sollicitation du dit procès.

peines qu'il voudra bien se donner pour la compagnie et au moyen de ce que dessus moi Malinas promets de donner tous mes soins, peines et mouvement pour la sollicitation du dit procès pendant mon séjour à Paris fixant mon départ dans la quinzaine ou environ à compter de ce jour. Le présent acte fait double dont un est au pouvoir du dit sieur MALINAS. Fait à Lyon le dix-septième jour du mois d'Avril mil sept cent trente et un.

Nous soussignés assemblés ce jourd'hui dans notre chambre ordinaire des RR. PP. Carmes, faisant tant en notre nom qu'en celui des absents convoqués par billet de notre premier syndic, avons tous unanimement délibéré et sommés convenu de prier M. MALINAS, notre confrère et député à Paris pour poursuivre le procès que nous avons pendant au conseil de Sa Majesté contre l'Hôtel-Dieu de cette ville, de vouloir bien se donner ses soins comme il a fait jusqu'à présent comme aussi d'y rester encore un mois pour tâcher d'obtenir arrêt définitif si faire se peut; au moyen de quoi nous lui promettons la somme de quatre cents livres pour le séjour de ce dit mois à Paris, sans déroger à l'acte du dix septième jour du mois d'Avril de la présente année dont il a le double. A Lyon, ce onze Juin mil sept cent trente et un.

Nous soussignés assemblés dans notre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes, faisant tant en notre nom qu'en celui des absents unanimement délibéré et sommes convenus de prier M. Malinas, notre confrère, député à Paris pour poursuivre le procès que nous avons pendant au conseil de Sa Majesté contre l'Hôtel-Dieu de cette ville de vouloir bien se donner ses soins comme il a fait jusqu'à présent comme aussi de rester encore un mois pour tacher d'obtenir arrêt définitif, lequel temps écherra au quinze du mois d'Août prochain. Au moyen de quoi, nous lui promettons la même somme de quatre cents livres pour le séjour du sus dit mois à Paris sans déroger à l'acte du dix-septième jour du mois d'Avril de la présente année dont il a le double; et attendu les dépenses que nous sommes obligés de faire pour la poursuite du dit procès nous sommes tous unani-

mement convenu d'emprunter la somme de mille cinquante livres, laquelle somme M. LOMBARD, notre confrère, nous ayant bien voulu prêter, nous promettons de lui payer la dite somme dans une année à commencer du huitième Août prochain, suivant la promesse que nous lui en avons faite ce jourd'hui vingt-huitième Juillet mil sept cent trente et un.

Le résultat fut bon. Les Apothicaires gagnèrent leur procès : l'Hôtel-Dieu n'avait plus le droit de vendre de médicaments.

C'est du moins ce qu'il appert des délibérations de 1731. Mais l'Hôtel-Dieu ne se rend pas et le procès continue.

Nous doyen, Maitres gardes jurés, Maitres Apothicaires composant la communauté des Maitres Apothicaires de cette ville assemblés à la manière accoutumée dans notre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes au sujet de l'instance par nous intentée et poursuivie en la Sénéchaussée de cette ville contre MM. les recteurs du Grand Hopital de la dite ville, en conséquence et en exécution de l'arrêt du Conseil d'Etat du Roy, du vingt-quatre Septembre mil sept cent trente et un par nous obtenu contre les dits sieurs Recteurs qui leur défend de vendre, ni débiter, ni permettre de vendre aucunes compositions tant galéniques que chimiques, pour délibérer sur la dite instance, circonstances et dépendances, sur la lettre missive que les dits sieurs recteurs ont fait communiquer et qu'ils ont dit leur avoir été écrite par Mgr le Duc de VILLEROY, le dix-neuf Mai mil sept cent trente sept où il est fait mention d'une délibération que l'on attribue à la dite communauté et sur la sentence contradictoirement rendue le quatre du présent mois de Juin, en la dite Sénéchaussée portant après la communication de la dite lettre missive qu'à défaut par les dits Maitres Apothicaires de reporter une délibération de leur dite communauté pour révoquer la prétendue délibération énoncée dans la lettre missive, la cause est renvoyée au premier plaidoyable du mois de Juillet.

Les dits Doyen et Maitres gardes jurés et Maitres Apothicaires après avoir dûment conféré ensemble ont dit que pour satisfaire à la dite sentence et dans la vue de faire cesser tous les incidents

élevés journallement par les sieurs recteurs pour perpétuer la contravention qu'ils commettent à l'arrêt du quatre Avril mil sept cent trente et un, déclarent qu'ils révoquent la dite délibération énoncée dans la lettre communiquée et qu'ils soutiennent par le présent acte que la dite communauté n'a jamais fait aucune délibération à cet égard, n'étant pas de leur pouvoir de donner aucune restriction ni extension à leurs statuts et règlements.

En conséquence approuvent les poursuites à la requête des sieurs syndics et communauté pour procurer à l'arrêt susdaté une entière et invariable exécution et faire cesser la contravention dudit hospital, donnant aussi pouvoir à Maître MERCIER, procureur, de continuer l'instance pendante par devant MM. de la Sénéchaussée.

A cet effet, les dits syndics supplient MM. de la Sénéchaussée de leur accorder l'audience afin que la dite communauté puisse jouir tranquillement de l'effet du dit arrêt, donnant pouvoir à Maître MERCIER, procureur de la communauté, de communiquer la présente délibération. A Lyon, le sept Juin mil sept cent trente-sept.

La nouvelle instance traîne en longueur : en 1743, le vingt-trois Avril, une nouvelle délibération a lieu où est décidée la poursuite de l'action entreprise.

Nous soussignés assemblés dans notre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes pour différentes affaires et particulièrement pour savoir s'il était du sentiment unanime de poursuivre l'instance que nous avons avec les recteurs de l'Hopital, après avoir pris et recueilli les voix, nous avons tous consenti que les syndics seront tenus de faire leur diligence et tous actes ou affaire pour avoir le paiement qui pourra en intervenir. Lyon, vingt-trois Avril mil sept cent quarante-trois.

Une nouvelle condamnation de l'Hôtel-Dieu est obtenue en 1745 à Paris.

Les apothicaires ne s'en contentent pas et veulent encore avoir satisfaction à Lyon.

La communauté des Marchands et Maitres Apothicaires assemblés dans leur Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes des Terreaux, où étaient présents les soussignés, qui après la lecture des lettres du sieur PERDUCAT, leur procureur à Paris, en date du 22 et 27 du mois de Février de la présente année, la première portant instruction et aussi avec une copie du mémoire sur le premier plaidoyer, et la seconde les informant du jugement et gain de cause qu'il a obtenu en leur faveur contre les sieurs recteurs et administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Notre-Dame du Pont du Rhône de cette ville, au sujet de leur appel d'incompétence, la communauté sus dite a unanimement délibéré et convenu que pour éviter toute affaire, les sieurs CORREARD et LEYMARIE, syndics, écriront incessamment au dit sieur PERDUCAT pour le prier de lever incessamment le dit arrêt et de leur envoyer avec le sac de leurs papiers et procédures par la diligence le plus tôt qu'il se pourra. Et comme il convient de lui rembourser ses avances et le payer de ce qu'il peut avoir occupé pour cette affaire, comme au sieur PETITJEAN, avocat de la dite communauté à Paris pour ses soins et vacations dans la dite affaire.

La dite communauté permet au sieur CORREARD, l'un des syndics, de faire les avances nécessaires pour payer les dits sieurs PERDUCAT et PETITJEAN, leurs avocat et procureur susdits, s'engage de lui rembourser les sommes qu'il aura payées, suivant les quittances des dits sieurs procureur et avocat. En outre la dite communauté a nommé pour son procureur le sieur MAILLARD, procureur à Lyon pour lui être remis les dites procédures pour solliciter et faire tous actes nécessaires et de juger à la place de M. MERCIER qui à cet effet demeurera révoqué.

A Lyon, le six Mars mil sept cent quarante-cinq.

Nous soussignés, assemblés dans notre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes des Terreaux après avoir été informés de l'état présent de nos affaires, sommes convenu unanimement que MM. nos syndics continueront leurs soucis pour faire payer ici même notre affaire contre l'Hôtel-Dieu et qu'en même temps, ils se chargent de présenter une requête à MM. du Consulat concernant les différentes contraventions qui se font continuel-

lement, même d'en présenter une à Monseigneur de LAUTREC, si le cas le requiert. Fait à Lyon, le dix-neuf Mars mil sept cent quarante-cinq.

La sentence du Sénéchal de Lyon est obtenue : l'Hôtel Dieu ne s'en montre pas moins récalcitrant.

Nous soussignés assemblés dans notre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes, faisant la pluralité, il a été arrêté et convenu ce qui suit, savoir qu'ayant été informés par MM. LEYMARIE et LUCRON, syndics de la présente année, que MM. de la Sénéchaussée et présidial de la Cour de Lyon venaient de rendre une sentence contre les contraventions commises par les recteurs et administrateurs de l'Hôtel-Dieu du Pont du Rhône de cette ville, par laquelle sentence, il a été dit que les dits recteurs étaient condamnés à tous les frais qui se sont faits dans l'instance, à cent livres d'amende et cent livres pour tout dommage et avec nouvelles défenses de contrevenir davantage à nos statuts et réglemens; comme une pareille sentence ne saurait leur empêcher de continuer leurs contraventions, et que la communauté se trouve lésée, elle a délibéré et conclu de donner nouveau pouvoir aux sieurs LEYMARIE et LUCRON, nos syndics pour faire consulter à Lyon et à Paris, sur la dite sentence, et de faire à cet égard toutes dépenses nécessaires, même en cas qu'ils aient occasion d'appeler au Parlement de la dite sentence, ce que la communauté a pour agréable, et promet de leur rembourser les frais lors de leurs rendement de comptes.

Fait et passé à Lyon le vingt-trois Mars mil sept cent quarante-sept, sans néanmoins faire avertir la dite communauté s'ils sont obligés d'en appeler à Paris.

Nous soussignés assemblés dans notre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes faisant la pluralité, après que la dite communauté a eu pris lecture de la consultation qui a été faite à la diligence de nos syndics, après le mémoire de Monsieur GIRARD, notre avocat envoyé en conséquence à notre procureur de Paris, il a été délibéré que l'on se conformerait au sentiment des sieurs PETITJEAN, VIGIER et PRÉVOT, avocats tant au Parle-

ment qu'au Conseil, suivant la dite consultation et qu'en conséquence les dits syndics cesseraient toute poursuite à cet égard jusqu'à nouvel ordre : que cependant ils feraient toute diligence requise pour recouvrer les frais et amendes qui nous ont été adjugés, jusqu'à le jour suivant les différentes sentences que nous avons obtenues.

A Lyon, le quatorze Septembre mil sept cent quarante-sept.

Les Apothicaires ne sont pas encore satisfaits; n'eussent été les observations de leurs avocats PETITJEAN, VIGIER et PRÉVOT, ils auraient continué.

Leur désir était légitime : ils n'avaient obtenu que cent livres pour tous dommages-intérêts.

En outre, l'Hôtel-Dieu leur remboursait leurs frais et pour le tout leur versait le vingt-cinq Mai 1748 la somme de mille huit cent quatre-vingt-quatorze livres.

Nous soussignés assemblés dans notre Chambre ordinaire des RR. PP. Carmes, faisant la pluralité des voix, ayant été informés par nos syndics qu'ils avaient reçu de M. RIOUSSET, Trésorier de l'Hopital du Pont du Rhône la somme de dix et huit cent nonante et quatre (1894) livres pour tous les frais auxquels les dits recteurs du dit hopital ont été condamnés, ensemble les amendes et dommages suivant l'exécutoire qu'ils ont obtenu le neuf Mars mil sept cent quarante-huit et de laquelle somme de 1894 livres les sieurs syndics ont fait leur quittance au dit sieur RIOUSSET, dont la copie restera dans le coffre de la communauté comme la copie du dit exécutoire qu'ils ont été obligés de remettre au dit recteur.

Lyon, le vingt-cinq Mai mil sept cent quarante-huit.

L'affaire cependant n'était pas close : elle rebondit et un nouvel arrêt est obtenu du Parlement le vingt et un Août 1767, qui, comme les autres, reste lettre morte.

Nous soussignés assemblés dans notre bureau ordinaire, faisant la pluralité des voix, considérant que malgré les dispositions

précises des statuts, règlements, patentes, accordées à la communauté des Maitres Apothicaires de cette ville, registrés et confirmés, et dont l'exécution a été ordonnée par différents arrêts contradictoires de la Cour de Parlement qui les ont maintenus dans les privilèges exclusifs de préparer, vendre et débiter tous les remèdes, drogues et onguents et compositions tant galéniques que chimiques, tel que l'arrêt du dix-huit Juillet mil sept cent soixante et un contre les hospitaliers, hospitalières, etc... et celui récemment rendu le vingt-et-unième Août mil sept cent soixante-sept contre les sieurs recteurs et administrateurs de l'Hopital Général et Grand Hôtel-Dieu de Lyon qui leur fait défense de vendre ni débiter, de laisser vendre ni débiter au public aucune drogue, onguent, ni ouvrage de pharmacie tant galénique que chimique, soit dans l'intérieur, soit dans le dehors du dit hopital, à peine par les dits administrateurs d'en répondre en leur propre et privé; cependant les dits administrateurs du dit hopital continuent de vendre et débiter ouvertement au public toute sorte de médicaments avec autant de sécurité qu'avant cet arrêt, ainsi qu'il est très notoire; comme leur conduite est au mépris formel des arrêts de la Cour et progressivement ruineuse aux Maitres Apothicaires, il importe essentiellement de veiller à l'observation de si sages lois puisqu'elles renferment chacun dans les bornes de son état, et que les négligeant, il en résulterait l'entière ruine de la communauté des dits apothicaires, qui a délibéré unanimement d'autoriser, comme elle autorise par ces présentes, les syndics et adjoints actuels et futurs, de veiller scrupuleusement à l'observation des dits arrêts et aux privilèges de la dite communauté, et de faire tous actes judiciaires à ce sujet.

Fait et délibéré à Lyon, le trentième Mai mil sept cent soixante-huit.

Il continue à en être ainsi jusqu'en 1785. Tout est terminé à ce moment par un arrangement amiable grâce à l'intervention de M. COLOMBIER, Chevalier de l'Ordre du Roi, inspecteur des Hôpitaux Civils de France.

Ce jourd'hui vingt-quatrième Décembre mil sept cent huit-

tante-trois, la communauté des maîtres et marchands apothicaires de la ville de Lyon assemblés dans leur salle ordinaire du concert, ensuite des billets de convocation envoyés à chacun des membres, dans la forme ordinaire, les sieurs syndics en exercice ont dit que M. COLOMBIER, Chevalier de l'ordre du Roi, inspecteur des hôpitaux civils de France, désirant consommer le projet qu'il a généreusement entamé pour le bien de nos hôpitaux et à la satisfaction de tous les vrais gens de bien, serait dans l'intention non seulement de terminer les contestations qui depuis plus de soixante ans divisent l'Hôtel Dieu et le corps des apothicaires de Lyon, mais que par suite de ses principes de justice, il voudrait encore que l'on put associer la pharmacie de l'Hôtel-Dieu au corps des apothicaires et en former une sorte de dépendance.

La matière mise en délibération, il a été unanimement délibéré et arrêté que pour répondre aux vœux sages et de conciliation, soit de M. COLOMBIER, soit de MM. les administrateurs, que pour manifester que ce n'était qu'avec peine que le corps des apothicaires défendait ses droits, enfin que pour convaincre et ces messieurs et le public que le corps des apothicaires en général et chaque membre en particulier sont charmés de venir au secours de l'Hôtel-Dieu et de concourir au maintien de cet asile des pauvres, il sera rédigé un traité entre MM. les administrateurs de l'Hôtel-Dieu par la médiation de M. COLOMBIER, et les syndics du corps des apothicaires, au nom dudit corps, par l'avis et médiation de M. RORCHER, avocat en Parlement et aux Cours de Lyon, d'autre part. Ce traité portera en substance :

1^o Que l'Hôtel-Dieu pourra vendre et débiter des remèdes et médicaments à toutes sortes de personnes, indistinctement et en user à cet égard comme les Maîtres Apothicaires de Lyon, à condition néanmoins que la pharmacie de l'Hôtel-Dieu restera dans le même état ou elle est, que la vente et le débit ne pourront y être faits que dans l'intérieur et qu'au comptant, sans ouvrir des comptes avec aucun particulier.

En conséquence, il sera dérogé à l'arrêt du Conseil d'Etat de mil sept cent trente et un, aux jugements de mil sept cent trente neuf, mil sept cent quarante, mil sept cent quarante et un,

aux arrêts de la Cour de mil sept cent soixante et un, mil sept cent soixante-deux et mil sept cent soixante-sept, tous rendus contre l'Hôtel-Dieu et en faveur des Apothicaires de Lyon.

2^o Il sera fait un tarif de toutes les compositions pharmaceutiques, tant galéniques que chimiques. Ce tarif combiné entre l'Hôtel-Dieu et le corps des Apothicaires servira de règle, sans qu'il soit permis de s'en écarter, même sous le prétexte de vendre à un prix inférieur de celui auquel chaque article serait fixé.

3^o Comme la pharmacie de l'Hôtel-Dieu devenue publique par l'article premier portera dans tous les temps le plus grand préjudice au corps des apothicaires et attendu que l'Hôtel-Dieu n'étant soumis à aucun droit d'entrée, pourra faire sur tous les articles de marchandises un bénéfice réel, il est par cette double raison, de l'équité de donner au corps des apothicaires une indemnité et de verser annuellement entre les mains du trésorier du corps des apothicaires une somme au moins de quatre mille livres.

Cette rétribution annuelle et perpétuelle tiendra lieu des droits de maîtrise dont est dispensé l'Hôtel-Dieu. Ces droits devront évidemment couvrir la somme totale que produiraient toutes les maîtrises réunies, puisque l'Hôtel-Dieu vendant chaque année au public autant et même plus que tous les membres du corps de pharmacie, doit être considéré comme un second corps.

4^o Le traité contiendra un abrégé historique des droits et privilèges du corps des apothicaires de Lyon, depuis leur établissement. Il sera fait mention expresse dans ce traité que le corps ne se départ de ses droits que pour venir au secours de l'Hôtel-Dieu, et dans la vue de favoriser les pauvres.

5^o L'Hôtel-Dieu sera chargé de payer les frais de l'instance pendante au parlement avec le corps des apothicaires.

6^o L'Hôtel-Dieu demeurera seul chargé de tous les frais auxquels l'homologation du traité pourra donner lieu.

7^o En cas d'inexécution de la part de l'Hôtel-Dieu d'aucuns des articles ci-dessus, le traité, même après l'homologation deviendra nul et sera regardé comme non avenu : le corps des apothicaires pourra dès lors et dans tous les temps rentrer dans

ses droits et faire exécuter les différents édits, lettres patentes, jugements et arrêts qu'il a obtenus contre l'Hôtel-Dieu

Indépendamment de ces articles et avant la signature du traité à faire au nom du Corps, l'Hôtel-Dieu versera dans la caisse du corps des apothicaires le montant de ses dettes, le corps des apothicaires ne s'étant ruiné et endetté que pour soutenir les droits, les privilèges que chacun de ses membres avait acquis du Souverain, la justice et l'équité prescrivent que l'Hôtel-Dieu acquitte comme on vient de le dire les dettes du corps des apothicaires. Ces dettes que la résistance non fondée de l'Hôtel-Dieu avait fait s'élever à plus de quarante mille livres, se réduisent aujourd'hui à six mille livres. C'est donc cette somme qu'il conviendra de recevoir de l'Hôtel-Dieu avant ou au moment de la clôture et signature du traité. A Lyon, les dits jour et an que dessus.

*
* * *

Nous, soussignés, assemblés dans notre bureau ordinaire, ayant fait lecture de la lettre écrite par M. COLOMBIER à M. LANOIS notre syndic, qui nous a aussi lu la copie de l'accommodement que nous avons fait avec les recteurs de l'Hôtel-Dieu, sommes convenus de le transcrire sur nos registres, qui consiste :

1^o Qu'entre les administrateurs de l'hôpital général et grand Hôtel-Dieu de Lyon d'une part, et la communauté des Maîtres Apothicaires de la même ville d'autre part, voulant terminer les contestations pendantes entre eux au parlement de Paris au sujet de la vente des remèdes faite dans la pharmacie dudit hôpital, sont convenus ce qui suit, savoir qu'il sera passé arrêt du consentement des parties, portant : 1^o que l'administration dudit hôpital sera mise au lieu et place d'un maître apothicaire de la communauté de la ville de Lyon pour, en cette qualité, jouir des mêmes droits et privilèges que les maîtres apothicaires de ladite ville, et vendre publiquement, dans l'intérieur de l'hôpital seulement, et au comptant, toutes espèces de remèdes, sans néanmoins être soumise à d'autres visites et inspections que celles des médecins dudit hôpital, nommés à cet effet par le bureau d'administration.

2^o Que pour indemniser ladite communauté des Maitres Apothicaires des frais par elle faits jusqu'à ce jour, et pour le droit d'agrégation de la pharmacie de l'hôpital, il lui sera payé par l'administration de l'Hôtel-Dieu, huit jours après réception de l'arrêt une somme de six mille livres en un seul paiement, et en outre celle de deux mille livres tous les ans, franches et exemptes de toutes impositions mises ou à mettre.

3^o Que les frais et coût de l'arrêt à intervenir, en conséquence de ce que ci-dessus, soient supportés par l'administration de l'Hôtel-Dieu

4^o Qu'en cas d'inexécution d'aucuns des articles ci-dessus le corps des apothicaires rentrera dans tous ses droits.

Fait double entre les parties vingt-six Janvier mil sept cent huitante quatre.

*
* *

Nous soussignés assemblés dans notre bureau ordinaire, avons procédé à l'enregistrement de l'accord fait avec les recteurs de l'Hotel Dieu en ces termes :

Les administrateurs de l'hôpital général et grand Hôtel-Dieu de Lyon, d'une part et le corps et communauté des Maitres Apothicaires de la même ville d'autre part ; voulant terminer les contestations pendantes entre eux au parlement de Paris, au sujet de la vente des remèdes faite dans la pharmacie dudit hôpital, sont convenus ce qui suit, savoir qu'il sera passé arrêt du consentement des parties, portant :

1^o Que l'administration de l'hôpital sera et demeurera à l'avenir agrégée à la communauté des maitres apothicaires de cette ville et mise au lieu et place d'un seul maitre, pour en cette qualité jouir des mêmes droits et privilèges que les Maitres Apothicaires de ladite ville, et vendre publiquement dans l'intérieur de l'hôpital seulement, et au comptant, toute espèce de remèdes, sans néanmoins être soumise à d'autre visite et inspection que celle des médecins dudit hôpital nommés à cet effet par le bureau de l'administration et attendu ladite agrégation, la communauté des apothicaires se désiste du bénéfice des arrêts par elle obtenus contre l'administration de l'hôpital.

2^o Que pour indemniser la communauté des maitres apoticares des frais par elle faits jusqu'à ce jour, et pour le droit d'agrégation de la pharmacie de l'hôpital, il lui sera payé par l'administration dudit Hôtel-Dieu, huit jours après la réception de l'arrêt, une somme de six mille livres en un seul paiement et en outre tous les ans celle de deux mille livres franches et exemptes de toutes impositions mises ou à mettre.

3^o Au moyen de l'acquittement des sommes ci-dessus, et spécialement de celle de deux mille livres chaque année, l'administration de l'Hôtel-Dieu ne sera tenue d'aucune contribution aux dettes et charges de la communauté, les dites sommes devant tenir lieu de toutes contributions, tant pour le présent que pour l'avenir.

4^o Au moyen des sommes nommées en l'article deux, tous frais faits jusqu'à ce jour demeurent compensés entre les parties, à l'exception de ceux de l'arrêt à obtenir, et des formalités qu'il conviendra de faire pour son exécution, lesquelles seront supportées par l'administration de l'Hôtel-Dieu, qui en fournira expédition en bonne et due forme à la communauté des apoticares.

5^o Dans le cas où l'administration cesserait de payer chaque année la somme de deux mille livres, exprimée dans l'article deux, la communauté des apoticares rentrera dans tous ses droits et la présente agrégation, ainsi que l'arrêt et les formalités qui lui donneront la sanction, demeureront nuls de plein droit et seront considérés comme non venus.

Fait double à Lyon le huitième Février mil sept cent huitante quatre et ont signé : Messieurs RAMBAUD, BURTIN DU CHAMELET, L. REBOUL, Etienne GRANNIER, J. M. DEGRAIX, J.-P. JACOB, MUSSET, PELISSAN, Jacques TOURNACHON, D. VIONNET, B. CHARPINNE, J.-B. FAYE, GOUDARD. Enregistré dans notre chambre le quatre Mars mil sept cent huitante quatre.

Le seize Juillet 1784 les apothicaires décident que la transaction avec l'Hôtel-Dieu sera passée devant notaire « pour lui donner force de loi ».

Dans l'assemblée des Maitres apothicaires et pharmaciens de

Lyon tenue ce vingt-sept Octobre 1784 dans leur bureau ordinaire, MM. LANNOIX et CORREARD syndics ont représenté que sur l'instance pendante au Parlement de Paris au rapport de M. L'abbé LENOIR entre le corps des apothicaires et l'administration de l'Hôtel-Dieu de cette ville, il a été fait des propositions d'arrangement d'après lesquelles il a été dressé un projet de transaction à passer où sont exposés les moyens respectifs des parties et dont les articles sont en substance :

1^o Que l'instance pendante au Parlement au rapport de M. L'abbé LENOIR demeure éteinte et assoupie, dépens compensés.

2^o Que l'administration de l'Hôtel-Dieu sera et demeurera à l'avenir agrégée à la communauté des Maitres Apothicaires de cette ville pour jouir des mêmes droits et privilèges qu'eux moyennant d'une part la somme de six mille livres une fois payée pour tenir lieu à la communauté des Maitres Apothicaires du droit d'agrégation de la pharmacie de l'Hôtel-Dieu et des frais de l'instance ci-dessus et des précédentes, et d'autre part la somme de deux mille livres par année que l'administration de l'Hôtel-Dieu s'obligera de faire payer franche de toute retenue à continuer du jour de la signification de l'arrêt d'homologation de la transaction pour indemniser la dite communauté du bénéfice qu'elle ferait si ladite agrégation n'avait lieu.

3^o Que l'administration de l'Hôtel-Dieu se chargera des frais de la transaction à passer, de ceux de l'arrêt d'homologation à obtenir et des formalités à faire pour son exécution.

Ce projet de transaction ayant été examiné par MM. les administrateurs de l'Hôtel-Dieu, et MM. les Syndics et adjoints des apothicaires, a été approuvé réciproquement comme contenant les clauses nécessaires pour terminer les difficultés subsistantes et prévenir celles qui pourraient survenir dans la suite, les intérêts de chacun y étant ménagés. Mais pour consommer maintenant cette affaire, il faut autoriser spécialement quelques-uns des membres de la communauté à passer en acte public la transaction en question, même à y faire les changements qui pourraient être convenables, et à se réunir à MM. les administrateurs de l'Hôtel-Dieu pour en obtenir homologation.

Le projet de ladite transaction remis sur le bureau par MM. les

syndics ayant été examiné et discuté dans l'assemblée, la matière mise en délibération et chaque membre ayant donné son avis, il a été unanimement reconnu et arrêté que cet arrangement convient autant à l'intérêt qu'à la tranquillité de la communauté; en conséquence l'assemblée a choisi et nommé pour députés MM. Jean-Baptiste LANNOIX et François CORRÉARD, syndics et MM. BRUNO, J. CARATERY, Paul MACORS, François BARRÉ et François JORDAN, adjoints, qu'elle prie de vouloir bien donner leurs soins pour la consommation de cette affaire. A cet effet elle leur a donné expressément pouvoir de traiter et transiger sur les difficultés qui subsistent avec l'administration de l'Hôtel-Dieu de cette ville, de la manière qu'il est porté au projet d'arrangement présenté, même d'y ajouter, diminuer et faire tels changement que lesdits sieurs députés jugeront convenables, en un mot faire pour terminer toute difficulté à ce sujet ce que les circonstances exigeront, l'assemblée donnant à ces fins les pouvoirs les plus étendus, et approuvant et ratifiant dès à présent tout ce qui sera fait par les dits sieurs députés; elle les autorise encore à se réunir avec MM. les administrateurs pour solliciter l'homologation de ladite transaction, néanmoins aux frais de l'Hôtel-Dieu et à faire à cet égard tout ce qui sera nécessaire.

Ainsi délibéré à Lyon ledit jour vingt-sept octobre mil sept cent huitante quatre.

Nous soussignés faisant la pluralité des voix et les ayant recueillies, reconnaissons avoir reçu de l'Hôtel-Dieu, conformément à l'arrêt et homologation d'icelui en date du vingt-sept Janvier mil sept cent huitante-cinq la somme de six mille livres.

A Lyon, ce dix Mars mil sept cent huitante-cinq.

Les différents avec l'Hôtel-Dieu n'avaient duré que cent trente ans. Toutes les juridictions avaient été successivement, même à plusieurs reprises, essayées et épuisées et l'affaire finissait par un arrangement à l'amiable, par-devant notaire, il est vrai.

Cet arrangement est-il périmé? Ce point serait à élucider.

Il serait tout à fait profitable que l'actuel trésorier du Syndicat des Pharmaciens de Lyon et du Rhône prenne la place de celui des anciens apothicaires et que chaque année tombe dans sa caisse quatre mille francs-or de la part de l'Hôtel-Dieu ou plutôt des Hospices Civils de Lyon.

*
* *
*

Les années 1732-1733-1734-1735 au cours desquelles FLURANT est toujours chargé de la première jurande se passent sans faits saillants : les réceptions des Maîtres Apothicaires, quelques délibérations sur le procès contre l'Hôtel-Dieu, sur les frais qu'il nécessite et surtout sur les emprunts qu'il faut faire pour couvrir ces frais.

En 1733 les Apothicaires décident de faire frapper des jetons d'argent de deux livres chacun, portant d'un côté les armes de la ville, et de l'autre une gravure dont le choix était laissé aux Jurés; ces jetons étaient distribués à titre de rémunération lors des assemblées.

A partir de 1738 Claude FLURANT disparaît. Jusque-là il avait exercé l'art de pharmacie pendant vingt-deux ans au cours desquels il avait été onze fois juré.

En 1741 des poursuites sont décidées contre les chirurgiens qui vendaient des médicaments; ces poursuites durent quatorze ans avant qu'un résultat favorable aux Apothicaires soit atteint.

A la fin de 1742, l'Intendant fait savoir aux Apothicaires qu'ils auront à payer pour deux hommes de milice; ce fut un grand émoi car, par hasard, l'argent manquait et une fois de plus il fallut recourir à un emprunt. C'est le jour de la délibération où cet appel de fonds fut décidé que FLURANT réapparaît après cinq ans d'absence.

Dorénavant d'ailleurs il assistera irrégulièrement aux assemblées sans pour cela que l'on puisse croire qu'il se désintéressa de ses confrères : chacune de ces rentrées, en effet, est l'occasion de lui offrir un poste d'honneur.

En 1748, il prend cependant une part active à la vie de communauté : il est député pour assister aux chefs-d'œuvre de maîtrise de Baptiste BARRÉ, puis à ceux de Jean-Baptiste MATHIEU. Cette même année en tant que conducteur il présente l'aspirant GILBERT.

En Février 1749, Messieurs FLURANT, MALINAS, BONDU-RAND et CORRÉARD sont députés pour se rencontrer avec quatre députés du corps de médecins. Que se passa-t-il dans cette conférence? Son sujet et son objet n'en sont pas connus, mais il semble bien qu'elle ne fut suivie d'aucun effet.

Quelques mois plus tard, les syndics en exercice, c'est-à-dire les Apothicaires LUCRON et GAVINET découvrent un compte de médicaments à usage interne fournis par le chirurgien FRONTON : ils n'eurent d'ailleurs pas grand'peine, car le chirurgien dans l'impossibilité de recouvrer ce qu'il considérait comme son dû intenta une action publique. Les apothicaires engagent un nouveau procès qui s'ajoute à celui déjà en cours sur un sujet analogue. Ce procès occupe, avec l'appel qui suivit la décision du Sénéchal de Lyon, toute l'année 1750. Parmi les autres chirurgiens attaqués se trouvait le sieur LADEVÈZE.

Tout n'allait pas pour le mieux à l'intérieur de la communauté vers 1753 : deux apothicaires les frères ALBOUY avaient dû être exclus pendant un an à cause des troubles qu'ils apportaient aux assemblées. Ce ne devait pas être tout, puisque, le 13 Août, il est décidé après une visite faite à l'intendant M. DE COURNE et où les excellentes dispositions de ce dernier vis-à-vis des apothicaires avaient été

reconnus, de lui présenter « un mémoire du fâcheux état » où se trouvait la communauté.

En 1755 intervient la solution définitive du procès contre les chirurgiens. Défense leur était faite de vendre ni débiter ni préparer aucune drogue ou médicament. Le jugement figure tout au long dans le livre de la communauté où il n'occupe pas moins de vingt-cinq grandes pages. En voici les conclusions :

Nostre ditte Cour faisant droit sur le tout, en tant que touchent des appels interjettés par Barthelemy PILLIET et André LANOIX, maîtres gardes jurés et syndics de la communauté des apothicaires de la ville de Lyon, des sentenses des treize Mars, neuf, dix-huit Juin et trois Septembre mil sept cent cinquante, et de l'exécutoire de dépens du neuf Juillet audit an, et par Antoine FAISOLE de la même sentence du trois Septembre mil sept cent cinquante a mys et met les appellations, et ce dont a été appellé au néant, et mandant décharge, les dits maitres et gardes jurés et syndics de la communauté des apothicaires, et le dit FAISOLE des condamnations contre eux prononcées par les dittes sentences, condamne le dit Boudot, à rendre et restituer aux dits apothicaires, la somme de quatre vingt quatre livres douze sols cinq deniers, qu'ils luy ont payée, suivant le procès verbal du dix Juillet mil sept cent cinquante, pour le contenu au dit exécutoire du neuf Juillet, avec les intérêts à compter du jour du dit payement jusques à l'actuelle restitution, et ayant aucunesment égard aux autres demandes formées en notre ditte Cour, par les dits Maitres Gardes Jurés et syndics de la communauté des apothicaires, ensemble aux intervention et demande des Lieutenant du premier chirurgien du Roy, prévost et communauté des chirurgiens de la dite ville de Lyon, ordonne que les statuts, ordonnances, arrêts et règlements concernant les apothicaires et les chirurgiens notamment l'article trente deux des statuts des dits apothicaires de Lyon seront exécutés. En conséquence, fait défenses aux chirurgiens de Lyon de plus exercer l'art de pharmacie, composer, vendre, ni débiter aucuns médicaments ou remèdes destinés à entrer dans le corps humain,

comme aussy leur fait défenses de signer des ordonnances pour les faire composer, ni donner aucunes potions laxatives, altératives, et confortatives, à la réserve toutefois des maladies vénériennes et secrettes, dans lesquelles les dits chirurgiens pourront préparer et fournir à leurs malades tous les remèdes internes et externes, qu'ils jugeront convenables, mais ne pourront les administrer qu'en les prenant chez les apothicaires; le tout à peine de confiscation et de cent livres d'amende, contre chacun des contrevenants; et à l'égard des tumeurs, playes, ulcères, fractures, et luxations, ordonne que les traitements d'icelles tant par opérations de la main, que par application des remèdes externes, nécessaires aux dites opérations, — appartiendront aux dits chirurgiens, à l'effet de quoy, ils pourront avoir chez eux, cauterès, emplâtres onguents, liniments, beaumes, et poudres convenables aux dites opérations, sans toutefois pouvoir les vendre ni débiter autrement; et en cas de contravention au présent arrest, de la part des dits chirurgiens, ordonne que les dits maitres, gardes, jurés, et syndics des apothicaires, pourront aller en visite chez les dits chirurgiens, après toutefois, en avoir obtenu la permission du juge de police de Lyon, et en se faisant assister d'un commissaire, permet aux dits apothicaires de faire imprimer et afficher le présent arrest, jusques à concurrence de cent exemplaires, ordonne qu'il sera transcrit sur les Registres des deux communautés, le tout à fraix commun entre les dites communautés sur le surplus. De toutes les autres demandes, fin et conclusion des parties, les a mys hors de cours et de procès, tous dépens tant des causes principales que d'appel, intervention et demandes entre toutes les parties compensées, fors les vacations, épices et coust du présent arrêt qui seront payés moitié par la communauté des apothicaires, et l'autre moitié par la communauté des chirurgiens. Si mandons mettre le présent arrest à exécution selon sa forme et teneur, de ce faire te donnons pouvoir. Donné en Parlement le dix-neuf Septembre l'an de grâce mil sept cent cinquante-cinq et de notre règne le quarante unième. Collationné, signé LESSORE. Par la Chambre, DUFRANC. Scellé le vingt-neuf Novembre mil sept cent cinquante-cinq, GAULTIER.

Le présent arrest a été signifié le huitième Janvier mil sept

cent cinquante-six à François-Raymond COBLAT, lieutenant du premier chirurgien du Roy, trouvé en son domicile au dit Lyon, rue de l'Arsenal, paroisse Saint-Martin d'Ainay.

En 1761, la liste dans laquelle les aspirants tiraient au sort leurs chefs-d'œuvre de maîtrise est modifiée. Entre autres nouveautés, on y relève le sel de Seignette.

Puis des années se passent sans faits saillants. En 1773 dans une délibération l'absence de FLURANT est excusée : il existait donc toujours et avait à ce moment environ quatre-vingts ans. C'est là, la dernière mention qui soit faite du nom de FLURANT : cette famille d'apothicaires avait embrassé tout un siècle de vie pharmaceutique lyonnaise.

Il se trouve d'autres exemples de fidélité aussi longue ; nous avons étudié le siècle des FLURANT, parce que ce fut une époque de mise au point de la profession de pharmacien, tant envers les pouvoirs publics qu'envers ceux qui y avaient recours.

CONCLUSIONS

Les conclusions de ce long-travail devraient être une synthèse, une large fresque aux touches vives des temps pharmaceutiques anciens. Il nous eût fallu un talent littéraire que nous regrettons. Plus modestement, nous pourrions comparer les apothicaires d'autrefois avec les pharmaciens contemporains.

La défense des privilèges fut et reste toujours un des soucis dominants; elle rassemble en faisceaux les énergies et les caractères les plus divers : l'intérêt personnel prend bien facilement alors figure d'intérêt général. Mais les statuts dans ce cas ne peuvent être immuables, car les intérêts varient avec les époques, et les moyens de défense doivent faire face aux méthodes nouvelles d'attaque. Ceci explique le besoin éprouvé par nos ancêtres de renouveler leurs règlements. La législation actuelle les a fixés dans la loi de Germinal. Son caractère général s'est réalisé peut-être au détriment de ces menus détails qui rendaient si vivants les anciens statuts. La justice du « bon vieux temps » était au moins aussi longue à émouvoir que celle de nos jours. Un procès de 130 ans est un record qu'il est difficile de surpasser, et l'arrangement à l'amiable apparaît toujours la plus simple et la plus rapide des solutions. Les longueurs de la voie hiérarchique n'ont pas subi de raccourcissement appréciable.

La conscience professionnelle n'était pas exempte de défaillances individuelles comme en fait foi la présence constante des inspecteurs par ailleurs bienveillants.

On retire de l'étude du passé cette conviction de plus en plus profonde que les hommes sont lentement perfectibles et que la différence n'est pas si grande entre les apothicaires des xvi^e et xvii^e siècles et les pharmaciens du xx^e. Amoureux de considération sociale et de ressources sans cesse accrues, ils se sont rassemblés comme aujourd'hui, pour se plaindre, récriminer et exiger pour ceux qui viennent des épreuves de plus en plus difficiles. Heureusement, les fils de pharmaciens suivent la loi commune...

Qu'est-ce donc à dire, qu'il faille encore tant lutter pour le maintien de privilèges que bientôt quatre siècles auront sanctionnés et confirmés? Que les pharmaciens actuels ont démerité de leurs ancêtres, n'ont pas respecté les traditions? Peut-être, nous n'en chercherons point ici les raisons. Nous constaterons seulement et ce sera notre ultime conclusion que les privilèges se défendent seulement par les mérites de ceux qui en profitent.

Le Président de la thèse,

A. LEULIER.

VU :

Le Doyen,

JEAN LÉPINE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 7 mai 1930.

Le Recteur

Président du Conseil de l'Université,

JOSEPH GHEUSI.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS	VII
INTRODUCTION	IX
Le règlement de 1588	1
Le règlement de 1596	19
Le règlement de 1660	35
Les FLURANT, Apothicaires lyonnais	53
CONCLUSIONS	97
